



متحدون من أجل السلم والتنمية
UNITED FOR PEACE AND DEVELOPMENT
UNIS POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT
2019 - 1969

LES COMMUNAUTÉS MUSULMANES

2020

DANS LES ETATS NON-MEMBRES DE
L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE



Les communautés musulmanes dans les Etats non-membres de l'Organisation de la Coopération Islamique 2020

Introduction

L'Organisation de la coopération islamique est la deuxième plus grande organisation intergouvernementale au monde, en termes de nombre de ses membres, après les Nations Unies.. Fondée en 1969, elle compte cinquante-sept États membres, répartis sur trois continents : Asie, Afrique et Amérique. Depuis sa création, l'Organisation a toujours accordé le plus grand intérêt aux questions qui préoccupent les plus d'un demi-milliard de musulmans vivant dans des États non membres, car elle les considère comme des dossiers prioritaires méritant de figurer en tête de son agenda.

Sur la base de sa charte, qui met l'accent sur la protection des droits des communautés musulmanes dans les Etats non membres et la préservation de leur dignité et de leur identité religieuse et culturelle, l'Organisation a adopté de nombreuses résolutions et décisions pour fournir une assistance appropriée aux communautés musulmanes, à chaque fois que de besoin, sachant que ces communautés font partie intégrante de l'Oummah islamique. Elle a même mis en place un cadre institutionnel dédié à la défense des causes des communautés et minorités musulmanes pour leur permettre d'exercer pleinement leurs droits.

L'Organisation de la coopération islamique poursuit une politique pragmatique, réaliste et transparente à l'égard des communautés musulmanes, sans jamais se départir du principe ferme et intangible de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays qui abritent ces communautés musulmanes et de respect de leur souveraineté, leur indépendance, leur unité et leur intégrité territoriale. L'Organisation s'efforce de maintenir un contact permanent avec toutes ces communautés musulmanes avec l'assentiment et en coordination avec les gouvernements des pays concernés ou en toute connaissance de cause de la part de ces derniers, tout en cherchant à trouver une issue pacifique aux divers conflits et questions litigieuses. L'objectif étant de créer des conditions favorables aux membres des communautés musulmanes leur permettant d'exercer pleinement leurs droits et de contribuer positivement à la stabilité, au développement et à la prospérité de leurs pays et sociétés d'accueil.

Le plus grand nombre de musulmans vivent aujourd'hui en Asie du Sud-est, qui représente plus de 60 pour cent de la population totale du globe. Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord représentent 20 pour cent de la population totale de musulmans. Le plus grand nombre de musulmans dans les Etats non membres de l'OCI se trouvent en Inde, dans la Fédération de Russie et en Chine. On estime que d'ici 2050, l'Inde comptera le plus grand nombre de musulmans au monde, car on s'attend à ce que leur nombre dépasse à terme le cap des 300 millions.¹

Si les musulmans de certains pays jouissent de la pleine citoyenneté et de leurs droits fondamentaux conformément à la constitution et aux lois en vigueur dans ces pays, dans certains cas et dans

¹ Rapport du Pew Research Center "L'avenir des religions mondiales : projections de croissance démographique, 2010-2050" https://assets.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/11/2015/03/PF_15.04.02_ProjectionsFullReport.pdf. (Consulté le 08/11/2020).

d'autres contrées, leurs coreligionnaires souffrent de discrimination sociale et économique, en particulier en ce qui concerne l'obtention d'un emploi et l'inscription dans les universités et les institutions d'enseignement supérieur. Dans d'autres cas, les musulmans peuvent souffrir d'atteintes à leurs droits civils ou humains, voire même avoir besoin d'une assistance économique et d'une aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles.

Les communautés musulmanes sont confrontées à des situations politiques, économiques, sociales et culturelles différentes et inégales. Elles peuvent être confrontées à divers défis au sein des sociétés parmi lesquelles elles vivent ou leurs pays d'accueil ; de plus leur condition peut être affectée par un certain nombre de facteurs contingents, tels que l'éclatement de conflits, l'instabilité et les troubles politiques, la montée de courants politiques hostiles ou anti-immigrés et antimusulmans, la perpétuation des disparités économiques et la prédominance des intérêts et de la culture de la majorité.

De manière générale, les membres des communautés musulmanes dans les États non membres ont réussi à s'intégrer dans leurs sociétés d'accueil en faisant preuve de tout l'esprit de responsabilité requis et en adhérant strictement au respect des lois de ces pays tout en contribuant de manière positive et constructive au développement et à la prospérité de leurs pays. Dans certains pays, de nombreux membres de communautés musulmanes ont pu accéder à des fonctions gouvernementales et parlementaires élevées et ont remporté des succès dans divers domaines économiques, scientifiques et intellectuels.

Depuis sa création, l'Organisation de la coopération islamique a veillé à déployer tous les efforts possibles pour défendre les droits des musulmans dans les pays non membres et, en particulier, à se tenir aux côtés des communautés et minorités musulmanes persécutées. Les institutions et organes de l'OCI ont contribué à fournir diverses formes de soutien aux communautés musulmanes. La Banque islamique de développement et le Fonds de solidarité islamique, pour ne citer qu'eux, ont grandement contribué aux efforts visant à améliorer la condition économique et sociale de ces communautés en finançant des projets de développement et des secours humanitaires.

Le présent rapport passe en revue la répartition géographique des différentes communautés et minorités musulmanes dans les États non membres de l'OCI. Ces communautés et minorités sont riches de leur diversité culturelle, de leurs situations au sein de leurs sociétés d'accueil, de leur diversité ethnique, de leur répartition géographique et du traitement dont elles sont l'objet de la part des autorités des pays concernés. Le rapport fournit les dernières statistiques disponibles sur le nombre de musulmans à travers le monde². Il met également en lumière certains des efforts entrepris par l'Organisation pour prendre soin et soutenir les différentes communautés musulmanes.

² Dans ce rapport, les statistiques sur les chiffres de la population musulmane dans chaque pays non membre de l'OCI reposent sur les sources disponibles suivantes: Le rapport du Pew Research Center «L'avenir des religions mondiales: projections de croissance démographique, 2010-2050» (estimations 2020); Rapport du Pew Research

Répartition géographique des musulmans dans le monde :

1. Moyen-Orient / Afrique du Nord : 315,3 millions

2. Asie et Pacifique : 972,5 millions

3. Afrique subsaharienne : 240,6 millions

4. Europe : 38,1 millions

5. Amériques : 4,6 millions

Center, «The Growth of Muslims in Europe», 29 novembre 2017 (statistiques 2016); United States International Report on Religious Freedom 2019, US Department of State (estimations 2019).

Les Communautés musulmanes d'Europe

Les musulmans constituent un élément important de la composition démographique et sociétale des pays européens du fait des vagues successives d'immigration en provenance des pays musulmans d'origine, pour des raisons politiques, sécuritaires, économiques, sociales ou culturelles. Les membres de ces communautés musulmanes ont contribué de manière positive et constructive au progrès et à la prospérité des pays européens, enrichissant la composante culturelle européenne et projetant une image positive de l'Islam en tant que religion de tolérance, de coexistence et de respect d'autrui.

Au cours de ces deux dernières décennies, cependant, les musulmans d'Europe ont été victimes d'un stéréotypage négatif et exposés à diverses formes de haine, d'islamophobie et de discrimination raciale, alimentées dans de nombreux cas par des campagnes médiatiques biaisées, des agendas politiques et des calculs étriqués d'organismes et de partis xénophobes.

De nombreux musulmans, en particulier les groupes les plus jeunes, sont confrontés à des restrictions alors qu'ils s'efforcent de parvenir à une meilleure situation sociale, en plus d'être exposés à l'exclusion sociale et à la discrimination, ce qui peut susciter parmi eux des sentiments de désespoir et d'exclusion. Les travaux de recherche et les données statistiques montrent en effet que les musulmans sont souvent surreprésentés dans les zones défavorisées où ils vivent dans des conditions plutôt déplorable, que leurs résultats scolaires sont inférieurs à la moyenne et que leurs taux de chômage sont supérieurs à la moyenne nationale. Les musulmans occupent souvent des emplois qui nécessitent moins de qualifications, et ces musulmans sont plus présents que d'autres dans les secteurs économiques payant les plus bas salaires.³

Le statut juridique de l'islam diffère d'un pays européen à l'autre, selon la nature du lien juridique entre l'Etat et la religion. Dans certains pays, il existe des outils législatifs qui réglementent la pratique religieuse, y compris la gestion des mosquées, l'abattage halal et l'exhibition en public des symboles religieux. Cependant, dans d'autres pays, il n'y a pas de reconnaissance officielle de l'islam, mais cela n'empêche pas nécessairement les musulmans de pratiquer leurs rites religieux ni n'affecte négativement la jouissance de leurs droits.

³ Les musulmans dans l'Union européenne : discrimination et islamophobie EUMC2006, <http://fra.europa.eu/en/publication/2012/muslims-european-union-discrimination-and-islamophobia> (consulté le 08/11/2020)

1. Les communautés musulmanes par pays :

En raison de la tendance de nombreux pays à ne pas collecter d'informations sur la base de l'appartenance religieuse, il existe un nombre limité de statistiques précises concernant la population musulmane. Par conséquent, les informations accessibles au public sont forcément limitées.

<p style="text-align: center;">Autriche Population totale : 6,9 millions Nombre de musulmans (2016) : 600.000</p>
--

L'islam en Autriche est la deuxième religion du pays et il est pratiqué par 8% de la population totale, selon les estimations de 2016 publiées par le Conseil autrichien des sciences. Il convient de noter qu'un grand nombre de musulmans vivaient déjà sous la domination autrichienne lorsque l'Autriche-Hongrie avait annexé la Bosnie-Herzégovine en 1908. L'islam est reconnu comme religion officielle depuis 1912. Un nombre important de musulmans se sont installés en Autriche dans les années 60 en tant que travailleurs migrants venant de Turquie et de Bosnie-Herzégovine. L'autorité religieuse islamique d'Autriche est le représentant officiel des musulmans dans ce pays et constitue le cadre institutionnel encadrant plus de 250 associations islamiques. En ce qui concerne les personnalités musulmanes notoires, la politicienne autrichienne Mona Dozdar est la première citoyenne musulmane à avoir occupé un poste au sein du gouvernement fédéral autrichien entre 2016 et 2017.

En mai 2019, le parlement autrichien a adopté une interdiction du hijab et autres foulards pour les enfants à l'école primaire. Selon les termes des annexes explicitant la loi, certains États fédéraux imposent des amendes allant jusqu'à 440 euros (490 dollars) aux parents de ceux qui violent l'interdiction. Les ONG ont critiqué cette interdiction, qui exclut aussi les minorités juive et sikh, comme un ciblage explicite dirigé contre la communauté musulmane. Cependant, les autorités ont continué d'autoriser le port du hijab pour des convictions religieuses sur les documents d'identité officiels, à condition que le visage reste suffisamment visible pour permettre l'identification du porteur.

Au cours du mandat de la précédente coalition au pouvoir, dirigée par le Parti populaire et son partenaire, le Parti de la liberté d'extrême droite, les musulmans d'Autriche ont manifesté leurs inquiétudes quant à la position franchement rigide et intolérante du gouvernement à l'encontre des musulmans. La coalition au pouvoir a cependant continué à défendre bec et ongles l'interdiction du foulard dans les écoles primaires pour les musulmans, à l'exclusion des autres minorités religieuses. Depuis janvier 2020, le nouveau gouvernement, dirigé par le Parti populaire aux côtés du Parti des verts, poursuit la même politique, les deux partis s'engageant à interdire le foulard dans les écoles jusqu'à l'âge de quatorze ans. Ces actions font partie de ce que le leader conservateur, le

chancelier Sebastian Kurtz, décrit comme sa prise de position de dureté contre l'«islam politique», qui vise à satisfaire sa base électorale mais aussi les partisans de l'extrême droite déçus de son alliance avec le Parti de la liberté en mai 2019.⁴

Biélorussie
Population totale : 9,5 millions
Nombre de musulmans (2019) : 30.000

L'islam est arrivé pour la première fois en Biélorussie avec les Tatars de Lapka aux XIVe et XVIe siècles. Le nombre de musulmans est estimé à 30 000, dont la majorité (84%) descendent des Tatars, des Azerbaïdjanais, des Turkmènes, des Ouzbeks, des Kazakhs et des Arabes. Environ 83 pour cent de la population musulmane est concentrée dans les zones urbaines, tandis que 28 pour cent vivent dans la capitale, Minsk.

Certains considèrent que les relations du gouvernement avec les musulmans de Biélorussie sont généralement positives, car l'État reconnaît l'islam, autorise les activités des musulmans et ne leur pose aucun obstacle, sachant toutefois qu'il ne leur fournit aucun soutien financier. Cependant, il y a quelques difficultés ; Comme le problème consistant à interdire aux femmes d'avoir leurs photos dans des passeports biélorusses portant le foulard, y compris le voile islamique.⁵

Belgique
Population totale : 10,3 millions
Nombre de musulmans (2016) : 870.000

L'islam est l'une des sept religions reconnues en Belgique, et cet état de faits confère à sa position et à sa pratique un ensemble de rôles officiels et de subventions, tels que les professeurs d'éducation religieuse qui sont rémunérés par le gouvernement, lequel équipe et entretient les mosquées, ainsi que le bénéfice d'exonérations fiscales. Ces dernières années, des musulmans belges ont également été élus au Sénat national et à la Chambre des représentants. Malgré cela, les musulmans ont déposé des plaintes pour discrimination. Le chômage et l'accès au logement jugé insuffisant étant parmi les causes de tension. Ils ont également émis des allégations de discrimination à l'égard des femmes en costume traditionnel, la majorité des musulmans belges étant d'origine marocaine, turque ou albanaise. Bruxelles et Anvers sont les deux plus grandes villes à forte population musulmane. La

⁴ L'accord de coalition autrichien comprend l'interdiction du foulard et la détention préventive, 2 janvier 2020, <https://www.reuters.com/article/austria-politics/austrian-coalition-deal-includes-headscarf-ban-preventive-custody-media-reports-idUSL8N2971BO> (Consulté le 16 août 2020).

⁵ Entretien avec le chef de la communauté et mufti de l'administration religieuse de la République de Biélorussie, 11 janvier 2020, <https://muslimsaroundtheworld.com> (consulté le 16 août 2020).

Coalition Belge des Musulmans est considérée comme l'interlocuteur officiel pour l'islam et les communautés musulmanes dans ce pays et supervise la gestion des mosquées, l'enregistrement des imams et des enseignants de l'enseignement islamique dans les écoles publiques.

Bien qu'il y ait plus de 350 mosquées en Belgique, les musulmans ont très peu d'organisations de la société civile qui défendent leurs droits et luttent contre la discrimination. Par conséquent, la représentation des musulmans dans les centres de pouvoir et les organisations de la société civile belges reste faible. Le gouvernement belge finance les mosquées et les salaires des imams, employant plus de 800 imams dans les mosquées reconnues par le gouvernement et des enseignants de l'enseignement islamique et arabophone dans les écoles. Néanmoins, il y a des signes d'escalade de la souffrance des musulmans au sein de la société belge en raison du racisme et de la discrimination fondée sur la religion et la race, ce qui a été mis en évidence, en particulier, à la suite des attentats de Bruxelles de 2016.⁶

Croatie

Population totale : 4,1 millions
Nombre de musulmans (2016) : 70.000

Les musulmans représentent 1,5 pour cent de la population totale, les Bosniaques étant le plus grand groupe ethnique de Croatie et venant dans l'ordre après les Croates, les Albanais, les Romains et les Turcs. La constitution croate garantit l'égalité des droits indépendamment de la religion et interdit l'incitation à la haine religieuse. Elle stipule également que les communautés religieuses sont égales devant la loi et séparées de l'État, étant libres d'accomplir publiquement certains services à caractère religieux, ainsi que d'ouvrir et d'administrer des écoles et des organisations caritatives sous la protection et l'assistance de l'État. En Croatie, il existe 26 lieux de culte pour les musulmans, dont quatre mosquées réparties entre plusieurs régions du pays.

Le gouvernement croate reste ouvert à l'intégration des musulmans dans la société croate et, en retour, la communauté musulmane de Croatie aspire à une intégration véritable. La communauté musulmane présente l'exemple croate comme un modèle convaincant pour d'autres pays d'Europe. La Croatie a également évité de susciter un quelconque sentiment anti-islam, contrairement à d'autres pays d'Europe centrale. Bien qu'il y ait parfois eu des attaques racistes contre des musulmans, il s'agissait d'incidents isolés.

⁶ Belgique : les musulmans sont dans une situation difficile et souffrent depuis les attentats de 2016, journal Asharq Al-Awsat, 10 décembre 2019

Danemark
Population totale : 5,4 millions
Nombre de musulmans (2016) : 310.000

Dans les années 1970, des musulmans de Turquie, du Pakistan, du Maroc et de l'ex-Yougoslavie sont arrivés dans le pays pour y travailler. Dans les années 80 et 90, la majorité des arrivées de musulmans étaient des réfugiés et des demandeurs d'asile d'Iran, d'Iraq, de Somalie et de Bosnie, l'accès au logement et au travail étant devenu depuis une source de préoccupation pour les musulmans du Danemark. Les musulmans sont concentrés dans les grandes villes, en particulier à Copenhague, Odense et Aureus.

En mars 2019, le Parlement a rejeté un projet de loi visant à interdire aux employés du secteur public de porter des symboles religieux. En outre, le Parlement danois avait précédemment rejeté en 2018 une proposition de loi interdisant les salles de prière dans les établissements d'enseignement public. Ces dernières années, la montée en puissance du Parti populaire danois anti-immigrés a donné lieu à des prises de position auparavant considérées comme extrêmes mais devenues banales par la suite. Le parti Stram Corse (Hardline), un parti d'extrême droite, était sur le point d'entrer au parlement lors des récentes élections au Danemark, avec sa politique basée sur l'anti-islam et la déportation de centaines de milliers de musulmans du Danemark. En juin 2020, Rasmus Baloudan, leader du parti Stram, a été condamné à trois mois de prison après avoir été reconnu coupable de racisme⁷. Le Danemark a été témoin d'incidents anti-islam, y compris la publication par le journal danois Jylland-Posten le 30 septembre 2005 de caricatures offensantes du Prophète Mahomet (PSL), qui a été accueillie par une vague de protestations massives dans le monde islamique.

Finlande
Population totale : 5,5 millions
Nombre de musulmans (2016) : 150.000

On estime qu'il y a environ 150000 musulmans en Finlande, dont la majorité sont des immigrants qui sont arrivés dans ce pays depuis les années 1990, la plupart d'entre eux constituant la première génération et sont venus dans le pays en tant que réfugiés ou demandeurs d'asile en provenance d'un certain nombre de pays qui ont connu des guerres ou des conflits armés. Il existe des dizaines de sociétés islamiques en Finlande, dont la Fédération des organisations islamiques de Finlande et le Conseil islamique de Finlande. Toutes les écoles publiques proposent un enseignement religieux

⁷ Reuters, 25 juin 2020, <https://www.reuters.com/article/us-denmark-crime/danish-far-right-party-leader-sentenced-to-jail-on-racism-and-defamation-idUSKBN23W22T>) Consulté le 26/08/2020).

en fonction de la religion de l'élève, qui doit choisir entre des cours de religion ou d'éducation civique. Des partis d'extrême droite comme Vince (PS) et Finnish People First ont tenté de faire interdire la burqa et le niqab.

<p style="text-align: center;">France Population totale : 62,3 millions Nombre de musulmans (2016) : 5,72 millions</p>

L'islam est la deuxième religion du pays et la population musulmane y est l'une des plus importantes d'Europe occidentale. Environ 70% d'entre eux ont une affiliation directe et un lien culturel avec les pays de la région de l'Afrique du Nord, en particulier le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, et un grand nombre d'entre eux sont désormais citoyens français. La majorité des musulmans est concentrée dans les grandes villes, pour n'en citer que quelques-unes, Paris, Marseille, Bordeaux, Lyon et Strasbourg. Les statistiques du ministère français de l'Intérieur pour 2014 indiquent que la France compte plus de 2000 mosquées ou lieux de culte pour les musulmans. Le Conseil français de la religion islamique, créé en 2003, est considéré comme l'organe qui régit les relations avec l'État et le gouvernement français en ce qui concerne les questions intéressant les musulmans de France, telles que la construction de mosquées et la formation des imams. Des personnalités musulmanes bien connues ont émergé dans les domaines de la finance, des affaires, de la culture, de la pensée et de la recherche scientifique, et ont apporté des contributions positives à la société française.

Cependant, le pourcentage de politiciens musulmans reste faible malgré qu'un certain nombre d'entre eux occupent des postes gouvernementaux depuis ces dernières années, comme Rachida Dati, qui a été la première femme musulmane à atteindre les plus hauts rangs du pouvoir et a été ministre de la Justice de 2007 à 2009, aux côtés de Najat Falou Belkacem, ministre des droits de la femme et porte-parole officielle du gouvernement pendant la période de mai 2012 à avril 2014, date à laquelle elle a été nommée ministre des droits de la femme, de la ville, de la jeunesse et des sports. Le 26 août 2014, elle est nommée ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, devenant ainsi la première femme à occuper ce poste dans l'histoire de la République française.

La croissance de cette communauté musulmane a été un défi au modèle français de séparation stricte entre religion et vie publique. Depuis 2004, les symboles religieux sont interdits dans les écoles, y compris le foulard islamique, de l'école primaire au lycée. De nombreux musulmans français se plaignent de taux de chômage et de conditions de logement élevés, car un grand nombre d'entre eux vivent dans des banlieues marginalisées. L'interdiction des symboles religieux dans les écoles publiques a conduit à une controverse nationale majeure, car elle est largement considérée comme une restriction aux libertés religieuses pour les communautés musulmanes, en particulier l'interdiction du foulard. La fin de l'année 2005 a été marquée par des émeutes généralisées qui ont

éclaté principalement parmi les communautés d'immigrés dans toute la France et ont duré assez longtemps.

Des études ont montré que les musulmans sont traités injustement en ce qui concerne l'obtention d'un emploi, et il a déjà été démontré que l'incapacité à s'intégrer au marché du travail est un obstacle à l'intégration dans la société. Le rapport de 2017 publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a noté que les musulmans vivant en France, ainsi que dans d'autres pays de l'Union européenne, étaient victimes de discrimination sur un large éventail de sujets, en particulier lorsqu'ils cherchent du travail, au cours du travail et lorsqu'ils tentaient d'obtenir certaines prestations des services tant publiques que privées.⁸

<p style="text-align: center;">Allemagne Population totale : 82,5 millions Nombre de musulmans 2016) : 4,95 millions</p>

L'islam est devenu une religion de premier plan en Allemagne à la suite de la migration massive de main-d'œuvre dans les années 1960 et des vagues de réfugiés politiques qui avaient commencé à affluer depuis les années 1970. Le nombre de musulmans résidant en Allemagne est passé entre 2010 et 2016 de 3,3 millions (4,1% de la population) à environ 5 millions (6,1%). Alors que le nombre de résidents d'autres confessions a légèrement diminué de 77,1 millions à 76,5 millions. L'immigration au cours de ces dernières années a considérablement contribué à l'augmentation de la population musulmane en Allemagne. Selon le ministère allemand de l'Intérieur, environ 25% des musulmans sont de nouveaux immigrants, et environ 1,2 million d'immigrants musulmans seraient entrés dans le pays entre 2011 et 2015.⁹

La plupart de la population musulmane est d'origine turque et un grand nombre d'entre eux entretiennent des liens étroits avec la Turquie. D'autres sont arrivés de Bosnie et du Kosovo pendant les guerres des Balkans. La majorité de la population musulmane s'installe dans les grandes villes comme Berlin, Cologne et Hambourg, qui comptent de nombreuses mosquées. Ces villes sont des centres de la vie et de la culture islamiques en Allemagne.

Le gouvernement a continué de tenir à intervalles réguliers une conférence de dialogue sur l'islam en partenariat avec les musulmans du pays, qui a été lancée en 2006. Le but du dialogue étant d'améliorer la participation religieuse et sociale de la population musulmane, de mettre en évidence

⁸ Deuxième numéro du questionnaire sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2017.
<http://fra.europa.eu/en/publication/2017/second-european-union-minorities-and-discrimination-survey-eu-midis-ii-muslims>
(Consulté le 26/08/2020).

⁹ Allemagne, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State.
<https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/germany/> (consulté le 26/08/2020).

les contributions des musulmans à la société allemande et de renforcer les partenariats entre le gouvernement et les organisations islamiques.

Grèce

Population totale : 10,75 millions
Nombre de musulmans (2016) : 620.000

Il existe deux groupes différents de musulmans en Grèce, le groupe qui habitait la Grèce depuis l'époque de l'Empire ottoman (principalement en Macédoine orientale et en Thrace) et le groupe d'immigrants musulmans qui ont commencé à arriver dans le dernier quart du XXe siècle, en particulier à Athènes et à Thessalonique. La population musulmane de Thrace occidentale est protégée officiellement selon un accord signé par la Grèce et la République turque en 1923.

Les musulmans de Grèce proviennent de différents milieux ethniques, linguistiques et sociaux, qui se chevauchent souvent. Dans les années 1950, un nouveau lot d'immigrants, originaires pour la plupart d'Égypte, s'est installé dans les deux principaux centres urbains du pays, Athènes et Thessalonique. Depuis les années 1990, le nombre d'immigrants musulmans a augmenté en provenance de différents pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Afghanistan, du Pakistan, d'Inde, du Bangladesh, de Somalie et des pays musulmans d'Asie de l'Est, mais la plupart des immigrants musulmans viennent des pays des Balkans, en particulier d'Albanie, des communautés albanaises de la République de Macédoine et d'autres anciennes républiques yougoslaves.

En ce qui concerne la situation des musulmans de Thrace occidentale, leur identité s'est largement formée sur la base des relations turco-grecques, ce qui a abouti à l'émergence d'un modèle de double appartenance fondé sur la religion, l'ethnicité, et dont la Grèce représente la mère-patrie, et la Turquie, le patrimoine culturel et ethnique. Bien que les musulmans de Thrace occidentale soient citoyens de Grèce, un grand nombre d'entre eux ont tendance à parler la langue turque et à afficher leur appartenance ethnique et leur origine turque. La communauté musulmane de Thrace occidentale a continué à s'opposer à la pratique du gouvernement de nommer des muftis et a insisté pour que ces muftis soient élus par la communauté musulmane. Le gouvernement soutient que la nomination par le gouvernement était appropriée car les muftis sont investis de pouvoirs judiciaires et la constitution ne permet pas l'élection de magistrats.¹⁰

¹⁰ Grèce, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State.
<https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/greece/> (consulté le 26/08/2020).

Hongrie
Population totale : 9,8 millions
Nombre de musulmans (2016) : 40.000

Le nombre de musulmans en Hongrie est estimé à 40000, et ce nombre a augmenté en raison de la crise migratoire survenue en 2015, mais la plupart d'entre eux sont d'anciens étudiants ayant fréquenté des universités hongroises. La plupart de la population musulmane de Hongrie vit dans la capitale, Budapest. En conséquence, il y a plusieurs mosquées dans la ville.

Sous la férule du gouvernement de droite dirigé par le Premier ministre Viktor Orbán, les musulmans hongrois sont confrontés à des niveaux élevés d'islamophobie ; leurs propriétés ont été endommagées et des manifestations anti-immigration ont eu lieu. Le Premier ministre Orbán joue toujours la carte de l'immigration pour exploiter à son profit les craintes des Hongrois et a déjà obtenu un troisième mandat consécutif aux élections d'avril 2018. Les responsables gouvernementaux ont continué de faire des déclarations péremptoires pour défendre ce qu'ils ont appelé "l'Europe chrétienne" et ont qualifié l'immigration, en particulier des musulmans, de menace. Dans son discours annuel sur l'état de la nation en février 2019, le Premier ministre Orbán a déclaré que l'avenir de l'Europe centrale réside dans "la protection de nos familles et de notre culture chrétienne" de l'immigration, qui, selon lui, a conduit à la propagation du "virus du terrorisme islamique".¹¹

Irlande
Population totale : 4,7 millions
Nombre de musulmans (2016) : 63.000

Selon le recensement irlandais de 2016, 63 400 musulmans vivent en République d'Irlande, ce qui représente une augmentation de 29% par rapport aux chiffres du recensement de 2011. Les musulmans constituent un petit groupe, mais il croît rapidement en raison de l'immigration.¹²

La première vague de migrants musulmans a atteint l'Irlande au début des années 1950. Ils étaient initialement venus à des fins d'études, en particulier la médecine, au Royal College of Surgeons de Dublin. Ce groupe comprenait des musulmans d'Afrique du Sud, puis du Pakistan, de Malaisie et des États du Golfe. Dans les années 1970, un certain nombre de stagiaires en génie aéronautique sont arrivés en Irlande en provenance de Libye, d'Arabie saoudite et de Malaisie. Les musulmans sont concentrés dans la capitale Dublin et dans les villes de Cork, Merrick et Galway. Plusieurs

¹¹ Hongrie, Rapport international des États-Unis sur la liberté religieuse 2019, Département d'État des États-Unis. <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/hungary/> (consulté le 26/08/2020).

¹² Islam, troisième religion en Irlande, Irish Examiner, 06/07/2017. <https://www.irishexaminer.com/news/arid-20451879.html> (consulté le 26/08/2020).

organismes représentant les musulmans du pays sont actifs, notamment le Centre culturel islamique d'Irlande, le Centre islamique d'Irlande et la Ligue musulmane d'Irlande.

La présence de musulmans en Irlande n'a pas été politisée comme elle l'a été dans de nombreux autres pays européens. Cela est peut-être dû à plusieurs raisons, dont le fait que, jusqu'à récemment, la communauté musulmane d'Irlande était en nombre limité et appartenait à la classe moyenne, en plus du fait que l'Irlandais en général ne répugne pas à afficher les manifestations de religiosité dans les lieux publics au contraire d'autres pays occidentaux. Et en avril 2019, la police irlandaise a décidé d'autoriser les femmes musulmanes membres de leurs forces à porter le foulard islamique sur leurs lieux de travail.

<p style="text-align: center;">Italie Population totale : 58,4 millions Nombre de musulmans (2016) : 2,87 millions</p>

Les musulmans d'Italie sont caractérisés par la diversité, et la communauté marocaine est la plus importante, bien qu'il existe d'autres communautés d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud et d'Albanie. La plupart d'entre eux sont arrivés depuis les années 1980, principalement en tant qu'étudiants. Plus de 60 pour cent de la population musulmane réside dans les régions du nord du pays, tandis que 25 pour cent résident dans les régions centrales et 15 pour cent dans le sud. Parmi les sociétés islamiques les plus importantes d'Italie figurent : Corres (la communauté islamique italienne), la Grande Mosquée de Rome, l'Union des communautés et organisations islamiques d'Italie et l'Union islamique italienne. Parmi les noms bien connus de la scène politique italienne, on trouve Khaled Shawky, membre du Parlement italien. En juin 2019, Badr El Din Minani est devenu le premier officier musulman à rejoindre la police nationale (carabinieri).

La communauté musulmane a continué de rencontrer des difficultés pour obtenir des licences des gouvernements locaux pour construire des mosquées ou pour continuer à gérer les mosquées existantes, dont le nombre reste limité. Des politiciens de certains partis, dont le chef de la Ligue du Nord Matteo Salvini, qui a été vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur de juin 2018 à septembre 2019, ont fait des déclarations critiques à l'égard de l'islam et s'opposant à la construction de nouvelles mosquées.¹³

¹³ Italie, Rapport international des États-Unis sur la liberté religieuse 2019, Département d'État des États-Unis. <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/italy/> (Consulté le 26/08/2020).

Luxembourg
Population totale : 510.000
Nombre de musulmans (2016) : 20.000

Les musulmans représentent 1% de la population luxembourgeoise, dont la plupart sont originaires d'Europe du Sud-est et du Moyen-Orient. La Constitution garantit la liberté de religion, y compris la liberté de pratiquer la religion en public et d'exprimer des opinions religieuses, tant qu'aucun crime n'est commis dans l'exercice de cette liberté. Le Parlement luxembourgeois en 2015, après une campagne de 17 ans menée par des organisations islamiques, a approuvé l'amendement de la constitution, qui a permis aux institutions étatiques de reconnaître officiellement l'islam.

La communauté musulmane du Luxembourg est considérée comme l'un des groupes religieux bénéficiant d'un soutien financier de l'Etat, l'accord stipulant l'allocation de 450 000 euros par an à partir du budget de l'Etat pour les besoins de la communauté musulmane. La nouvelle loi offre également à la communauté musulmane l'occasion de créer des institutions de dotation en waqf dont l'importance va bien au-delà du simple soutien financier.

Les résultats de l'enquête menée par l'Observatoire de l'islamophobie, une organisation à but non lucratif créée en 2016 pour promouvoir le dialogue interculturel au Luxembourg, ont révélé que l'islamophobie existe quand même au Luxembourg. Ils ont également révélé que la population musulmane se sent pleinement intégrée dans le pays, indiquant que le sentiment d'intégration au Luxembourg est plus fort que dans les pays voisins.¹⁴

Macédoine du Nord
Population totale : 2,1 millions
Nombre de musulmans (2020) : 870.000

L'orthodoxie macédonienne est la plus grande religion de Macédoine du Nord, mais environ un tiers de la population du pays est musulmane, dont la plupart vivent dans le nord et l'ouest du pays et sont d'origine albanaise. La constitution de la Macédoine du Nord reconnaît cinq groupes religieux, dont le groupe religieux musulman de Macédoine du Nord, et proclame qu'ils sont égaux devant la loi et libres de créer des écoles, des associations caritatives et d'autres institutions sociales.¹⁵

¹⁴ La majorité des musulmans se sentent intégrés, na. T.L Today, <https://today.rtl.lu/news/luxembourg/a/1451126.html#:~:text=Around%2020%2C000%20residents%20of%20Luxembourg,well%2Dintegrated%20in%20the%20pays.> (Consulté le 27 août 2020).

¹⁵ Macédoine du Nord, Rapport international des États-Unis sur la liberté religieuse 2019, Département d'État américain <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/north-macedonia/>

La loi ne permet pas aux organisations religieuses de gérer des écoles primaires, mais elle leur permet de gérer des écoles de niveau secondaire et supérieur. Les écoles secondaires religieuses dépendent de leurs propres programmes et ne sont pas soumises à une licence du ministère de l'Éducation. La Macédoine a échappé à la violence ethnique et religieuse qui a ravagé la plupart des Balkans après l'éclatement de la Yougoslavie. Mais au début de 2001, un soulèvement a eu lieu pour réclamer plus de droits pour la minorité ethnique albanaise, un groupe qui comprend principalement des musulmans. Avec le soutien de l'Union européenne et de l'OTAN, des accords ont été conclus, leur donnant effectivement plus de droits.

Malte
Population totale : 16,3 millions
Nombre de musulmans (2016) : 1,2 million

L'île de Malte est située au cœur de la mer Méditerranée, et tout au long de l'histoire, elle s'est distinguée par sa situation géographique stratégique et a joué le rôle de pont entre les pays d'Afrique du Nord et le continent européen. Les Arabes d'Afrique du Nord ont passé près de 200 ans à Malte à une époque où l'islam était la religion prédominante sur l'île. Aujourd'hui, l'islam est considéré comme une religion minoritaire à Malte, où le nombre de musulmans est estimé entre 6 000 et 10 000, ce qui représente un peu plus de 1 pour cent de la population totale.

La constitution prévoit le plein respect des croyances et de la liberté de culte, à condition que la sécurité publique, l'ordre, la moralité, la santé ou les droits et libertés d'autrui ne soient pas violés. L'État interdit le traitement discriminatoire fondé sur la religion ou les convictions. Et ce qui reflète l'héritage arabe islamique à Malte, la langue maltaise comprend de nombreux mots et vocabulaire arabes, et de nombreux noms de villes et de lieux dans le pays sont à consonance arabe.

Le gouvernement n'a pas encore inclus l'éducation religieuse islamique volontaire comme programme parascolaire dans les écoles primaires et secondaires du gouvernement, malgré les déclarations faites ces deux dernières années selon lesquelles il envisagerait de le faire¹⁶. Le 7 février 2019, à l'occasion de la célébration de la Semaine de l'harmonie interconfessionnelle mondiale, des membres de groupes musulmans, juifs, chrétiens et autres ont signé une déclaration d'amitié et de solidarité sous les auspices de l'ancienne présidente Marie Louise Collero Brica. La déclaration stipulait que l'harmonie religieuse est un facteur essentiel d'unité, et les signataires se sont engagés à poursuivre le dialogue, la coopération et le soutien mutuel si nécessaire.

(Consulté le 27 août 2020).

¹⁶ Malte, 2019 United States International Report on Religious Freedom, Département d'État des États-Unis. <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/malta/> (consulté le 27/08/2020).

Pays-Bas
Population totale : 16,3 millions
Nombre de musulmans (2016) : 1,2 million

L'Islam est la deuxième religion des Pays-Bas. Les racines de l'islam aux Pays-Bas remontent au XVI^e siècle, lorsqu'un groupe de marchands ottomans a commencé à s'installer dans les villes côtières du pays. En conséquence, des mosquées se sont spontanément établies à Amsterdam au début du XVII^e siècle. Au cours des siècles suivants, les Pays-Bas ont été témoins d'une immigration sporadique de musulmans venant des Indes orientales néerlandaises, contrée qui, au cours de sa longue histoire, avait été longtemps une colonie batave. Dans les années 1950, des musulmans ont débarqué à leur tour des anciennes colonies du Suriname et d'Indonésie.

La plupart des musulmans vivent dans les zones urbaines et sont d'origine marocaine, turque ou Surinamaïse. La population musulmane comprend également les immigrants récents et les demandeurs d'asile venant d'autres pays, dont l'Iran, l'Iraq, la Somalie, la Syrie, l'Afghanistan, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine. De nombreux musulmans vivent dans les quatre grandes villes du pays, à savoir Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht.

Pendant de nombreuses années, les Pays-Bas ont promu la diversité culturelle, en particulier en accueillant différents groupes de population sur un pied d'égalité. L'intégration des musulmans dans la société reste néanmoins une source de préoccupation pour les autorités néerlandaises, en particulier après le meurtre en 2004 d'un cinéaste critique de l'islam. Le 1^{er} août 2019, l'interdiction du voile intégral - y compris les cagoules de ski, les casques, les voiles et les burqas - est entrée en vigueur dans les écoles, les hôpitaux, les transports en commun et les bâtiments gouvernementaux. Selon la loi, les autorités sont tenues d'exiger des personnes qui enfreignent l'interdiction de retirer le masque facial ou de quitter le bâtiment, et celles qui refusent de se conformer à la loi peuvent être astreintes à payer une amende équivalente à 150 euros (170 \$).¹⁷

Depuis 2005, le gouvernement a lancé un programme ciblé pour prévenir l'extrémisme, faciliter l'intégration sociale et économique et promouvoir les «valeurs néerlandaises». Il a également encouragé la formation d'imams dans les universités d'Amsterdam et de Leyde. Parmi les points positifs, on retiendra l'élection d'un grand nombre de fonctionnaires ayant une filiation islamique au gouvernement national et au Parlement néerlandais. Parmi les membres de la communauté musulmane qui se sont distingués dans le domaine politique, on peut citer Ahmed Abu Talib, devenu maire de la ville néerlandaise de Rotterdam en 2009, et premier immigré à assumer la fonction de maire dans toute l'histoire des Pays-Bas.

¹⁷ Pays-Bas, Rapport international des États-Unis sur la liberté religieuse 2019, Département d'État des États-Unis. <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/netherlands/> (consulté le 27/08/2020).

Norvège
Population totale : 5.051.275
Nombre de musulmans (2016) : 300.000

L'islam est la deuxième religion de Norvège après le christianisme, et la plupart des musulmans y sont des enfants d'immigrants de la première génération. Les Norvégiens d'origine pakistanaise sont le groupe le plus important mais le nombre d'immigrants d'autres pays tels que la Syrie, la Bosnie-Herzégovine, l'Irak, l'Afghanistan et la Somalie est venu augmenter de taille de la communauté musulmane. Les musulmans sont répartis dans tout le pays, mais ils sont principalement concentrés dans la région d'Oslo.

Selon les statistiques gouvernementales pour 2011, le pourcentage de musulmans est d'environ 2,3% de la population du pays. Cependant, le *Pew Research Center* a estimé que les musulmans représentaient 3,7% des Norvégiens en 2010 et 5,7% en 2016. En juin 2018, le parlement norvégien a adopté un projet de loi interdisant les vêtements couvrant le visage dans les établissements d'enseignement et les jardins d'enfants, notamment le niqab. L'interdiction s'applique indistinctement aux étudiants et au personnel. En août 2019, après la fusillade d'un centre islamique dans la banlieue de Bærum à Oslo, le gouvernement a annoncé qu'en 2020, il lancerait un plan pour contrer les sentiments antimusulmans et anti-immigrés.

Pologne
Population totale : 38,5 millions
Nombre de musulmans (2016) : 10.000

L'islam a une longue histoire en Pologne qui remonte au XIV^e siècle. Le nombre de musulmans qui vivent en Pologne aujourd'hui est estimé à 10 000, soit moins de 1% de la population totale. La plupart des musulmans vivent dans la capitale, Varsovie.

La Pologne est aujourd'hui l'un des pays d'Europe les plus homogènes en termes religieux et ethniques. Selon le rapport 2016 sur l'islamophobie en Europe, la peur de l'islam et des musulmans est répandue davantage dans la société polonaise plus que dans d'autres pays européens, dans lesquels il y a pourtant un nombre beaucoup plus important de musulmans.¹⁸

En conséquence, malgré la taille très limitée de la communauté musulmane, le niveau d'islamophobie reste élevé en Pologne. Dans le domaine politique, certains politiciens polonais ont

¹⁸ L'islamophobie dans le rapport national 2016 de la Pologne, rapport européen sur l'islamophobie 2016, Istanbul, SETA, 2016.

exprimé des positions tranchées qui décrivent de manière stéréotypée les musulmans en les associant au terrorisme et à la violence.

Portugal
Population totale : 10,7 millions
Nombre de musulmans (2016) : 40.000

Les musulmans ont été associés au Portugal depuis bien longtemps, car de 711 à 1249, une grande partie du territoire portugais actuel était assujéti à la domination des musulmans, et s'appelait l'Andalousie occidentale. Les musulmans ont laissé un héritage culturel encore visible, tel que l'art islamique et des monuments historiques tels que les mosquées. Après les guerres d'indépendance, des réfugiés et des immigrants d'anciennes colonies sont venus au Portugal, dont certains étaient musulmans. Actuellement, la plupart des musulmans vivent dans les grands centres urbains, tels que Lisbonne, Coimbra et Faro. La Constitution portugaise garantit la liberté de religion, y compris la liberté de culte, qui ne peut être violée même si le gouvernement déclare l'état d'urgence. La loi interdit aux propriétaires d'entreprises de discriminer les travailleurs sur la base de la religion et exige des aménagements raisonnables pour faciliter la pratique religieuse des employés.¹⁹

Roumanie
Population totale : 4,22 millions
Nombre de musulmans (2016) : 80.000

Les estimations de 2016 montrent que la population musulmane de Roumanie représentait moins de 1 pour cent de la population du pays qui compte 22,4 millions d'habitants, et que la majorité sont des Turcs et des Tatars vivant dans la région de Dobrogea, dans l'est de la Roumanie. Bucarest est habitée par environ 9 000 musulmans et compte 10 mosquées. Les racines de l'héritage islamique en Roumanie remontent au XI^e siècle, lorsque les musulmans sont venus rejoindre les tribus semi-nomades de Turquie.

Certains médias roumains ont continué à présenter les réfugiés musulmans comme une menace pour la société roumaine en raison de leur religion. Un article publié par evz.ro en ligne en mars 2019 est allé jusqu'à considérer les immigrants musulmans comme «une menace fatale pour la civilisation européenne et que les seules alternatives pour les Européens sont la guerre civile ou la soumission à l'islam».

¹⁹ Portugal, 2019 United States International Report on Religious Freedom, Département d'État des États-Unis. <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/portugal/> (consulté le 27/08/2020).

Russie
Population totale : 141 millions
Nombre de musulmans (2018) : 25 millions

L'islam est la deuxième religion de la Fédération de Russie et est officiellement reconnu aux côtés de l'orthodoxie, du christianisme, du bouddhisme et du judaïsme. Selon l'Administration religieuse des musulmans de la Fédération de Russie, la population musulmane a atteint 25 millions en 2018, soit près de 18% de la population totale. Les musulmans constituent un pan important de la population des républiques du Bachkortostan et du Tatarstan dans le district fédéral de Volga, et ils représentent la majorité parmi les nationalités du district fédéral du Caucase du Nord situé entre la mer Noire et la mer Caspienne : Circassiens, Balkans, Tchétchènes, Ingouches, Kabardes, Qarachaï et de nombreux Daghestanais. Au milieu du bassin de la Volga, il y a aussi des Bulgares et des Bachkirs, dont la plupart sont musulmans. Moscou et l'oblast d'Orenbourg, en plus des républiques d'Adygué et de l'oblast d'Astrakhan dans le district fédéral du Sud, abritent un nombre important de résidents musulmans. Il existe plus de 5 000 organisations religieuses enregistrées.

Il est difficile de déterminer le moment exact de l'émergence de l'islam en Russie, mais on sait que les musulmans sont arrivés au Daghestan au milieu du septième siècle, et depuis lors, l'islam a commencé à se répandre dans tout le Caucase du Nord. À cet égard, une grande partie de la population musulmane de la Fédération de Russie est autochtone. À l'heure actuelle, il existe environ 5 000 mosquées dans la Fédération de Russie et l'Administration religieuse fédérale des musulmans de Russie est l'un des organes islamiques les plus importants du pays.

Serbie et Kosovo
Population totale : 9 millions
Nombre de musulmans (2019) : Serbie – 230.000(3%)
Kosovo- environ 1,8 million (95%)

L'orthodoxie serbe est la religion prédominante en Serbie. L'islam est la deuxième religion par ordre d'importance, les musulmans représentant 3% de la population de la Serbie et 95% du Kosovo. Ils se concentrent principalement dans la région du sud-ouest du Sandzak, sachant que la majorité des Albanais du Kosovo sont musulmans.

Monténégro
Population totale : 612.000
Nombre de musulmans (2019) : 122.000

Les musulmans constituent environ 20 pour cent de la population totale du Monténégro, avec environ 122 000 âmes. Il existe un lien étroit entre la race et la religion : de nombreux Bosniaques (musulmans d'origine bosniaque) et d'autres musulmans vivent le long des régions de l'est et du nord. Le gouvernement a conclu un accord avec la communauté musulmane du Monténégro définissant son statut juridique et réglementant ses relations avec l'État. En vertu de la loi, l'enseignement de la religion n'est pas autorisé dans les écoles primaires ou secondaires du pays. Cependant, la communauté musulmane gère une école privée au niveau secondaire.

Espagne
Population totale : 43,1 millions
Nombre de musulmans (2016) : 1,18 million

La domination musulmane en Espagne, qui a duré huit siècles, s'est terminée en 1492, et a légué à ce pays un riche patrimoine islamique, en particulier le patrimoine architectural. Les musulmans contemporains ont commencé à arriver en grand nombre en Espagne depuis les années 1970, la plupart d'entre eux venant du Royaume du Maroc, si bien que la communauté d'origine marocaine est devenue la plus grande communauté musulmane d'Espagne. Les musulmans sont concentrés dans diverses régions du pays, en particulier dans les grandes villes telles que Madrid, Barcelone, Séville et Valence.

On estime qu'il y a 13 grandes mosquées et plus de 1 000 petites mosquées et salles de prière réparties dans tout le pays. L'État reconnaît l'islam et lui accorde une large gamme de privilèges, notamment l'enseignement de la religion islamique dans les écoles et l'octroi de congés pour les fêtes religieuses. Ces dernières années, il y a eu une montée remarquable de partis d'extrême droite, comme le parti Vox, qui mène une politique anti-immigrés et antimusulmans en Espagne.

Suède
Population totale : 9 millions
Nombre de musulmans (2016) : 810.000

Les musulmans de Suède sont caractérisés par leur diversité, avec une présence marquée des communautés turque, bosniaque, irakienne, libanaise et syrienne. Le nombre de musulmans est si important en Suède que les organes représentatifs des musulmans reçoivent un soutien financier de

l'État. La Suède promeut la diversité culturelle et se targue de sa tolérance. Cependant, il y a des critiques concernant les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les musulmans.²⁰

Suisse
Population totale : 7,4 millions
Nombre de musulmans (2016) : 510.000

Les chiffres officiels indiquent que la population musulmane aurait doublé ces dernières années, mais certaines sources disent qu'il y a environ 150 000 musulmans résidant illégalement dans le pays. Les premiers musulmans arrivés dans les années 1960 étaient des travailleurs, la plupart originaires de Turquie, d'ex-Yougoslavie et d'Albanie, et leurs familles les ont rejoints dans les années 1970. Plus récemment, des demandeurs d'asile (un petit nombre d'entre eux ont la nationalité suisse) se sont ajoutés à cette population.

Selon une étude préparée par l'Université de Fribourg, l'hostilité envers les musulmans en Suisse est le résultat direct du discours politique et des médias qui exagère certains aspects de l'islam. Un référendum controversé en novembre 2009 a abouti à l'adoption d'un amendement constitutionnel interdisant la construction de minarets, qui a été soutenu par 57,5% des votants. Cette hostilité est souvent alimentée par la recrudescence de l'islamophobie et des stéréotypes négatifs sur les musulmans comme contrecoup à certains événements mondiaux.²¹

Ukraine
Population totale : 44 millions
Nombre de musulmans (2019) : 500.000

Au début du XXe siècle, les musulmans constituaient un tiers de la population de Crimée et la plupart des grandes villes y étaient habitées par un grand nombre de musulmans. Cependant, pendant la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants soviétiques ont accusé les musulmans de Crimée de collaborer avec l'Allemagne nazie et les ont donc soumis à des déportations massives. En 1944, plus de 200 000 Tatars de Crimée ont été déportés vers l'Asie centrale, en particulier vers les terres qui constitueraient plus tard l'Ouzbékistan. Ce n'est qu'après l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance de l'Ukraine que les Tatars de Crimée ont pu retourner

²⁰ Increasing numbers of Muslims in Europe, 29/11/2017, Pew Research Center, <http://www.pewforum.org/2017/11/29/europes-growing-muslim-population> (consulté le 27/08/2020).

²¹ Swiss Anti-Muslim Actions, 09/11/2017, <https://www.lematin.ch/suisse/actes-hostiles-egard-musulmans-hausse/story/20990936> (consulté le 27/08/2020).

en Crimée. La péninsule de Crimée comprend la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol.

Les estimations de la population musulmane ukrainienne varient. Selon le Service national des statistiques d'Ukraine, la population totale de la péninsule serait de 2 353 000 habitants. Il n'y a pas de statistiques récentes indépendantes qui fournissent des données sur les affiliations religieuses de la population, malgré la présence d'environ 300 000 Tatars de Crimée, qui représentent 13 pour cent de la population et sont pour la plupart musulmans.

<p style="text-align: center;">Royaume Uni Population totale : 65,64 millions Nombre de musulmans (2016) : 4,16 millions</p>

Le Royaume-Uni est entré en contact avec les musulmans depuis l'Antiquité. Ces liens remontent au Moyen Âge. Un grand nombre de musulmans sont arrivés au Royaume-Uni dans les années 1960, en provenance d'anciennes colonies, dans le but d'y trouver du travail. Beaucoup sont venus d'Asie du Sud ; des communautés permanentes ont été formées et 50 pour cent de la population actuelle est née au Royaume-Uni.

Il a également de grandes communautés originaires de Turquie, d'Iran, d'Irak, d'Afghanistan, de Somalie et des Balkans. Et le recensement de 2001 a montré qu'un tiers des musulmans avaient moins de 16 ans. Il a également montré des niveaux élevés de chômage, de faibles niveaux de compétences et un faible taux d'accès à la propriété du logement. Les musulmans s'installent de préférence dans les grandes villes, telles que Londres et Birmingham, entre autres.

Les musulmans ont réussi à s'impliquer dans la vie publique et politique. 19 députés ont été élus lors des élections générales de 2019. La baronne Paula Odin a été la première musulmane à siéger au Parlement britannique et Sadiq Khan, l'actuel maire de Londres, a été élu en 2016. En 2010, l'ancien Premier ministre Cameron a nommé Mme Saida Warsi en tant que première femme musulmane membre du gouvernement britannique. Majid Javed, d'origine pakistanaise, a également assumé les fonctions de ministre de l'Intérieur (2018-2019) et de ministre des Finances (2019-2020).

2. Efforts de l'Organisation de la coopération islamique pour parrainer et soutenir les communautés musulmanes d'Europe :

L'Organisation de la coopération islamique a adopté une approche de vaste envergure mais ciblée en faveur des communautés et des minorités musulmanes d'Europe visant à promouvoir le dialogue, à parvenir à une intégration bien réelle et constructive, à préserver l'identité religieuse et culturelle, à favoriser l'épanouissement et le développement de la jeunesse et à autonomiser les femmes, en s'engageant pleinement à respecter la souveraineté des pays européens et leurs lois, à s'interdire toute ingérence dans leurs affaires intérieures et à établir une coopération et une coordination suivies avec les gouvernements des pays concernés. À la lumière des défis croissants auxquels sont confrontés les musulmans d'Europe, l'Organisation a cherché à aplanir les obstacles dans le cadre d'une approche globale, solidaire et constructive.

À cette fin, le Groupe de contact sur les musulmans d'Europe, établi par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'OCI lors de la treizième Conférence islamique au sommet tenue à Istanbul, en Turquie, les 14 et 15 avril 2016, constitue un mécanisme pratique visant à renforcer la coopération entre la société civile et les organes gouvernementaux compétents afin de développer des stratégies adaptées pour combattre le discours de haine, l'intolérance, la discrimination raciale et l'islamophobie, soutenir le dialogue interculturel et favoriser l'inclusion sociale et économique. Ce groupe de contact est une importante plateforme d'échange d'expériences et d'identification des meilleures pratiques, dans le but d'accroître la participation des musulmans à la vie politique, économique et sociale en Europe.

Le Groupe de contact veille à tenir des réunions annuelles et régulières pour faire le point de la situation des musulmans en Europe et rechercher des solutions efficaces aux différents défis auxquels la communauté musulmane est confrontée. Lors d'une réunion tenue en marge de la réunion annuelle de coordination des ministres des Affaires étrangères de l'OCI à New York en septembre 2019, le groupe de contact a passé en revue la situation actuelle des communautés musulmanes sur le continent européen et a renouvelé son soutien de principe à leur égard dans le cadre du plein respect de la souveraineté des pays européens et en coopération avec leurs autorités compétentes.

D'autre part, et à l'initiative de son Secrétaire général, Dr Yousef bin Ahmad Al-Othaimen, l'OCI a développé une stratégie pour la participation des musulmans d'Europe, stratégie qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution de l'Organisation No. 43/1-MM de la quarante-troisième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OCI, qui s'est tenue à Tachkent (Ouzbékistan) les 18 et 19 octobre 2016. La stratégie en question vise à poursuivre l'engagement de l'Organisation envers la communauté musulmane d'Europe afin de sensibiliser davantage ses membres à leur rôle de citoyens actifs dans leurs sociétés et de les encourager à participer activement à la vie publique. La stratégie encourage explicitement toutes les composantes des communautés musulmanes d'Europe à s'intégrer de manière positive et constructive dans la société et à mieux contribuer à son développement et à sa prospérité.

Le mécanisme de consultation politique entre l'OCI et l'Union européenne représente un cadre approprié pour discuter et échanger des vues sur des questions d'intérêt commun, y compris les questions intéressant les communautés musulmanes en Europe. Les consultations tenues en mars 2019 à Bruxelles, ainsi que la réunion virtuelle entre hauts fonctionnaires des deux organisations en juillet 2020, ont été l'occasion de renouveler l'engagement des deux parties à travailler ensemble pour sensibiliser davantage à la nécessité de faire face à la montée de l'islamophobie et de continuer à mobiliser le soutien de la communauté internationale à la résolution n ° 16/18 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination et l'incitation à la violence contre les personnes au motif de la religion ou des convictions.

En effet, l'Organisation de la coopération islamique est toujours profondément préoccupée par la montée de l'islamophobie en Occident en général et dans les pays européens en particulier. Les différentes élections nationales de ces dernières années ont effectivement reflété la montée en flèche des partis d'extrême droite et populistes. Le succès de ces partis était en partie dû à la diabolisation des immigrés et à l'afflux de réfugiés vers l'Europe, en particulier de musulmans. Ces derniers sont accusés d'avoir provoqué une escalade de la violence et du terrorisme et un taux de criminalité élevé.

L'Organisation de la coopération islamique travaille sans relâche pour lutter contre le phénomène de l'islamophobie et protéger les droits de la communauté musulmane dans toutes les parties de l'Europe, en renforçant la coopération avec ses divers partenaires internationaux, en particulier les Nations Unies et l'Union européenne, ainsi que les gouvernements des pays qui accueillent des communautés musulmanes, afin d'établir un dialogue global et constructif pour identifier les voies et moyens nécessaires pour contribuer à l'harmonie entre les cultures et les religions, à la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle.

Dans le cadre de la coopération bilatérale en cours entre l'Organisation de la coopération islamique et la Fédération de Russie, les relations entre les deux parties ont connu une dynamique importante ces dernières années. Cette dynamique a été reflétée par la visite du Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique, Dr Yusuf bin Ahmed Al-Othaimeen, à Moscou en juillet 2019, pour mener des consultations intensives avec la partie russe sur des questions d'intérêt commun. Les entretiens de haut niveau comprenaient une réunion avec Son Éminence le cheikh Rawi Ein El-Din, Président du Conseil des muftis et chef de l'administration religieuse des musulmans de la Fédération de Russie. La réunion a été l'occasion de confirmer la volonté des deux parties de mener à bien des programmes conjoints pour mettre en évidence les contributions positives des musulmans à la société russe dans les divers domaines.

Son Eminence Cheikh Rawi Ein El-Din, Président du Conseil des Muftis et Chef de l'Administration religieuse des musulmans de la Fédération de Russie, s'est rendu au siège du Secrétariat général à Djeddah en novembre 2019. La réunion s'est focalisée sur l'élargissement de la coopération entre la Fédération de Russie et l'Organisation de la coopération islamique dans les

domaines intellectuel, culturel, médiatique et autres, grâce à la mise en œuvre d'un ambitieux programme de travail commun pour renforcer le rapprochement entre la Russie et le monde islamique et montrer la véritable image de l'islam modéré qui s'oppose à l'extrémisme et au terrorisme.

En ce qui concerne la situation de la communauté musulmane de Thrace occidentale, l'Organisation continue à suivre ce dossier avec intérêt, tout en étant soucieuse de poursuivre ses contacts avec les autorités grecques compétentes concernant la situation des musulmans dans cette région et la protection de leurs droits et de leur identité, conformément aux résolutions pertinentes du Sommet islamique et du Conseil des ministres des Affaires étrangères.

Les communautés musulmanes d'Asie et du Pacifique

Environ 62% des musulmans du monde vivent dans la région Asie-Pacifique, contre seulement 20% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Plus de 300 millions de musulmans - soit un cinquième du total - vivent dans des pays où l'islam n'est pas la religion majoritaire.

Les six pays asiatiques suivants comptent la plus grande concentration de musulmans au monde : Indonésie (203 millions), Pakistan (174 millions), Inde (171 millions), Bangladesh (145 millions), Iran (74 millions), Turquie (74 millions).

Ensemble, ces six pays représentent 85% des musulmans asiatiques et 53% des musulmans du monde. Environ la moitié des musulmans d'Asie vivent en Asie du Sud (50%), et le reste est à peu près également réparti entre l'Asie du Sud-est (26%) et l'Asie centrale et occidentale (24%), tandis que très peu de musulmans vivent dans la région du Pacifique (moins de 1%).

Compte tenu de l'importante concentration de musulmans sur le continent asiatique et des défis particuliers auxquels sont confrontées certaines communautés musulmanes, l'Organisation a accordé un intérêt et un suivi particuliers à leurs conditions et a cherché à explorer tous les moyens de protéger leurs droits et de renforcer leur rôle dans leurs sociétés d'accueil et de contribuer à trouver un règlement pacifique aux différends et aux questions controversées, tout en s'astreignant au strict respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays concernés, et en donnant la part belle au mécanisme de dialogue direct et constructif avec leurs gouvernements, conformément aux résolutions pertinentes du Sommet et du Conseil des ministres des Affaires étrangères.

1. Répartition des communautés musulmanes par pays :

Australie
Population totale : 24,3 millions
Nombre de musulmans (2016) : 604.235

Selon le Bureau australien des statistiques, la population musulmane était de 604 235 personnes en 2016, soit environ 2,6% de la population totale du pays. L'islam est la troisième religion d'Australie après le christianisme et le bouddhisme. Les musulmans forment un groupe petit par la taille mais actif et intégré dans la société australienne, composé de divers groupes culturels et ethniques, dont les plus importants sont les libanais, les turcs, les afghans, les indous, les pakistanais, les somaliens, les soudanais, les irakiens, les iraniens, les bosniaques, les sud-africains, les fidjo-indiens, les ouest-africains, les bengalis, les kurdes, les ouïghour, les turkmènes, les malais et aussi quelques petits groupes minoritaire de la région d'Asie du Sud-est et Pacifique, comme Mindanao et les musulmans chinois, en plus des Marocains, des Birmans et des Sri Lankais. Les musulmans sont répartis entre les grandes villes et leurs banlieues, en particulier 42% d'entre eux vivent dans le Grand Sydney, 31% dans le Grand Melbourne et 8% dans le Grand Perth.

Bien que la communauté musulmane ne cesse de croître, tirée par une croissance démographique accrue et un afflux permanent d'immigrants, elle constitue toujours un petit pourcentage de la population australienne. En Australie, on trouve également plusieurs organismes représentant les musulmans, dont la Fédération australienne des conseils islamiques.

Plusieurs études empiriques récentes en Australie ont cherché à expliciter les expériences et les croyances des musulmans australiens. La plupart de ces études révèlent un manque de compréhension culturelle, une escalade de la discrimination et de mauvaises expériences universitaires et secondaires qui ont impacté les sentiments d'appartenance, d'identité et de citoyenneté des groupes concernés.

Avant les élections fédérales de mai 2019, des membres de la communauté musulmane ont exprimé leur inquiétude quant aux sentiments antimusulmans de 10 partis politiques et ont exhorté les électeurs à ne pas voter pour ces partis, arguant qu'ils soutiennent des politiques qui interféreraient avec la gestion des mosquées du pays et interdiraient l'immigration musulmane.

Myanmar
Population totale : 53.855.732
Nombre de musulmans (2020) : 2,2 millions

En raison des tensions ethniques et religieuses qui se sont intensifiées depuis 2012, il est difficile de déterminer le nombre de musulmans résidant au Myanmar, mais certaines estimations indiquent

qu'il tournerait autour des 2,2 millions, soit environ 4% de la population totale, avec plus d'un million de musulmans rohingyas dans l'État de Rakhine, dans l'ouest du pays. Les musulmans rohingyas ont été victimes d'une série d'attaques, de discriminations et de violences dans l'État de Rakhine pendant des décennies, en particulier depuis 2012. Les Nations Unies ont considéré les Rohingyas parmi les personnes les plus persécutées au monde et ont qualifié les actions brutales des forces militaires et de sécurité du Myanmar de « nettoyage ethnique ».

La détérioration de la situation des musulmans rohingyas dans l'État de Rakhine au Myanmar a conduit plus de 1,1 million de personnes à être déplacées de force vers le Bangladesh et les pays voisins en raison de la persécution et de la crainte de nouvelles attaques et assassinats par l'armée et les forces de sécurité du Myanmar. À la suite du nettoyage ethnique dirigé contre les Rohingyas en août 2017, les personnes déplacées Rohingya ont continué de faire face à un environnement fortement répressif, de violence, de privation de leurs droits fondamentaux, de discrimination, de harcèlement, d'islamophobie, de discours de haine et de restrictions à la liberté de mouvement et d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux moyens de subsistance.

En novembre 2019, la Cour pénale internationale a approuvé une demande du ministère public d'enquêter sur les allégations portant sur certains crimes contre les Rohingyas. En outre, le même mois, la Gambie, au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a déposé une plainte devant la Cour internationale de Justice concernant les Rohingyas contre le Myanmar, pour violation de ses obligations en tant que signataire de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Les Nations Unies reconnaissent que la crise des Rohingyas n'a connu aucun développement positif dans le sens de la recherche d'un règlement définitif de la question et pointent du doigt la responsabilité du Myanmar dans la poursuite et l'aggravation de la situation existante. Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme au Myanmar avait précédemment déclaré en septembre 2019 que le pays «n'avait rien fait pour démanteler le système de violence et de persécution contre les Rohingyas» et que les Rohingyas restés à Rakhine vivaient «dans les mêmes conditions désastreuses qu'avant les événements d'août 2017».

En août 2019, au milieu d'une deuxième tentative des gouvernements du Myanmar et du Bangladesh pour lancer des opérations de rapatriement, les Rohingyas ont refusé de rentrer chez eux, craignant d'être confrontés à des violations des droits humains s'ils revenaient sans que leur sécurité et leur droit à la nationalité ne soient garantis.

Cambodge
Population totale : 16.245.729
Nombre de musulmans (2020) : 320.000

Selon les estimations du gouvernement, environ 2,1 pour cent de la population est musulmane, bien que certaines ONG estiment le nombre de musulmans entre 4 à 5 pour cent de la population ; La majorité des musulmans sont de l'ethnie Cham, vivant principalement dans les villes et les villages de pêcheurs ruraux sur les rives du lac Tonlé Sap et du Mékong, ainsi que dans la province de Kâmpôt.²²

Les musulmans du Cambodge jouissent d'un grand respect. L'islam est reconnu dans le pays et les musulmans sont libres de pratiquer leur religion. Le gouvernement soutient l'éducation islamique du niveau primaire au niveau universitaire. Contrairement à certains autres pays, les musulmans du Cambodge sont autorisés à arborer leurs symboles religieux dans les écoles et les institutions gouvernementales et sur les documents d'identité officiels, tels que les passeports. Le Cambodge a un conseil suprême pour les affaires islamiques, un ministre des affaires islamiques et le Grand Mufti du Cambodge.

Chine
Population totale : 1.415.045.928
Nombre de musulmans (2019) : 24,7 millions

Les musulmans représentent près de 1,6% de la population totale de la Chine, avec plus de 24 millions d'âmes réparties dans toutes les régions de Chine, mais le pourcentage le plus élevé est concentré dans les régions du nord-ouest de Qing yang, Gansu et Ningxia, dans la province du Yunnan au sud-ouest et dans la province du Henan au centre de la Chine. Les Hui constituent le groupe ethnique le plus important et sont largement concentrés dans les régions autonomes de l'ouest de la Chine. Les musulmans Hui ont une population estimée à 10,6 millions d'habitants.

La région ouïghour du Xinjiang est l'une des cinq régions autonomes des groupes nationaux en Chine, où vivent 23 millions de personnes de différentes ethnies et le nombre de musulmans y constitue 60% de la population totale, soit plus de treize millions d'Ouïghours. Selon les autorités chinoises officielles, il y aurait 24 000 mosquées au Xinjiang, soit 1 mosquée pour 530 musulmans, 10 écoles de sciences islamiques et plus d'une centaine de sociétés religieuses.

²² Cambodia, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/cambodia/> (consulté le 30/08/2020).

Fidji
Population totale : 931.000
Nombre de musulmans (2019) : 58.000

Les musulmans représentent environ 6,3 pour cent de la population des îles Fidji. La communauté musulmane est composée de personnes d'origine indienne, descendant d'ouvriers contractuels qui ont été amenés dans les îles à la fin du XIXe siècle par les dirigeants coloniaux britanniques de l'époque. Les musulmans jouissent d'une citoyenneté à part entière et comprennent d'éminents hommes d'affaires, des ministres du gouvernement, des hauts fonctionnaires et des dirigeants communautaires, et vivent dans une relation harmonieuse avec toutes les autres communautés²³. Chaque grande ville des Fidji possède une mosquée gérée par la Ligue musulmane Fidjienne.

À la suite de l'attaque terroriste contre deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en mars 2019, au cours de laquelle trois musulmans d'origine Fidjienne ont été tués, des groupes religieux et politiques et des représentants de la société civile ont rapidement condamné l'acte et encouragé la tolérance et le respect mutuel. Le Premier ministre a appelé tous les Fidjiens à « condamner ceux qui font des déclarations racistes et haineuses ». Les Fidji sont considérées comme un État multi-religieux dont la constitution garantit la liberté du culte.

Inde
Population totale : 1.354.051.854
Nombre de musulmans (2011) : 171.779.412

Les musulmans indiens sont considérés comme la troisième plus grande communauté musulmane du monde, après l'Indonésie et le Pakistan. Ils représentent 10 pour cent de la population musulmane dans le monde, avec environ 171 millions d'individus (selon le recensement de 2011). Les musulmans représentent la majorité de la population locale à Lakshadweep, Jammu-et-Cachemire, et il existe de grandes concentrations de musulmans dans trois États indiens, à savoir l'Uttar Pradesh, le Bengale occidental et le Bihar. Il existe également une concentration importante de musulmans dans l'Andhra Pradesh, l'Assam, Delhi, le Gujarat, le Jharkhand, le Karnataka, le Kerala, le Madhya Pradesh, le Maharashtra, le Manipur, le Rajasthan, le Tamil Nadu, le Telangana, le Tripura et l'Uttarakhand.

Parmi les personnes ayant accédé à la magistrature suprême, trois musulmans ont occupé ce poste, à savoir Zakir Hussain, Fakhruddin Ali Ahmed et Abu Bakr Zain al-Abidin Abd al-Kalam. Aucun

²³ Muslim Community on Fiji Island, <https://www.twmcc.com/en/studies/197771584355935> (consulté le 30/08/2020).

musulman n'a jamais occupé le poste de Premier ministre de l'Inde, qui est considéré comme le poste le plus important dans la hiérarchie de l'État. Muhammad Hidayatullah et Muhammad Hamid Al-Ansari ont occupé le poste de vice-président, tandis qu'un nombre important de musulmans ont occupé des postes ministériels dans les gouvernements indiens successifs. De plus, un certain nombre d'hommes d'affaires, d'artistes et d'intellectuels de premier plan en Inde appartenant à la communauté musulmane.

Il convient de noter que l'influence de l'islam sur la société indienne et sa contribution à l'intégration nationale sont évidentes dans tous les aspects de la vie, y compris l'art, la culture, les langues, l'architecture, la cuisine, la médecine, etc. Il existe de nombreuses mosquées et monuments historiques dans diverses parties du pays qui témoignent de l'influence de la civilisation et de l'histoire islamiques sur la société indienne.

Bien que la constitution garantisse la liberté de croyance et le droit pour tous les individus d'embrasser, de pratiquer et de répandre librement leur religion et qu'elle établisse en même temps un État laïc et interdise toute discrimination fondée sur la religion, les deux dernières années ont été témoins d'une hostilité croissante contre les musulmans en Inde. Le gouvernement est même allé jusqu'à adopter un ensemble de décisions et de mesures qui ont provoqué la colère et les protestations des musulmans indiens.

En août 2019, le gouvernement a aboli le statut semi-autonome du Jammu-et-Cachemire, qui est à majorité musulmane, et l'a divisé en deux régions fédérales : le Jammu-et-Cachemire et le Ladakh. L'abrogation de l'autonomie a suscité des protestations et des critiques généralisées de la part des Cachemiris et des dirigeants de la communauté musulmane du Cachemire. En décembre 2019, le Parlement indien a approuvé une nouvelle loi sur la citoyenneté, qui a déclenché des manifestations massives dans tout le pays, étant donné que cette nouvelle loi a exclu les musulmans de trois pays voisins de l'Inde du droit de bénéficier de la citoyenneté indienne. En février 2020, la capitale, New Delhi, a été témoin d'actes de violence contre les musulmans, qui ont fait de nombreuses victimes et l'incendie et le vandalisme de mosquées et de biens musulmans.

<p style="text-align: center;">Japon Population totale : 125 millions Nombre de musulmans (2019) : 130.000</p>

Actuellement, environ 120 000 musulmans expatriés et 10 000 musulmans autochtones vivent au Japon, la majorité résidant dans les trois grandes régions du Japon (Grand Tokyo, Shinkyō et Kinki). Le nombre de musulmans continue de croître dans tout le Japon. La majorité des musulmans du Japon sont des étrangers nés musulmans, et viennent de pays comme le Pakistan, le Bangladesh et l'Indonésie.

Le gouvernement a élaboré un plan d'action pour répondre aux besoins religieux des visiteurs musulmans du pays et a publié des brochures pour aider l'industrie du tourisme à mieux comprendre la culture et les coutumes islamiques et à partager les meilleures pratiques²⁴. La presse locale a relevé l'expansion continue des salles de prière dans les lieux publics et de l'alimentation halal à travers le pays dans le cadre d'initiatives gouvernementales et privées, y compris dans les lieux de loisirs, les aéroports, les gares et les aires de repos sur les autoroutes.

Mongolie

Population totale : 3.121.772

Nombre de musulmans (2019) : 90.940

Il existe actuellement une petite communauté musulmane en Mongolie, comptant environ 90 000 personnes, soit plus ou moins 3 pour cent de la population, dont la majorité sont des Kazakhs qui vivent principalement dans l'extrême ouest de la région de Bayané-Ölgi. Une petite communauté de Kazakhs se trouve également dans la région de Nalaikh, près d'Oulan Bator. Les rituels de l'islam sont effectivement pratiqués principalement dans la partie occidentale du pays ainsi que dans la capitale mongole.

Certains groupes sociaux musulmans affirment que des commentaires négatifs sur des groupes religieux non bouddhistes sont parfois apparus sur les réseaux sociaux, mais ils ajoutent que cela ne constitue pas une menace et ne suscite pas une inquiétude excessive au sujet de tels incidents et que ces commentaires déplacés ne représentent pas les attitudes de la société dans son ensemble.²⁵ Certains d'entre eux reconnaissent volontiers que la plupart des citoyens mongols soutiennent la tolérance et la diversité religieuses et que les personnes de différentes confessions vivent en parfaite harmonie.

Népal

Population totale : 29.624.035

Nombre de musulmans (2019) : 1.277.492

L'islam est considéré comme une religion peu répandue au Népal. Néanmoins, le nombre de musulmans a augmenté rapidement ces dernières années, les musulmans constituant désormais 4,4 pour cent de la population totale du pays. On pense que l'islam a été introduit par des musulmans venus d'autres pays et installés au Népal. Environ 97% des musulmans vivent dans la province de

²⁴ Japan, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/japan/> (consulté le 30/08/2020).

²⁵ Mongolie, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/mongolia/> (consulté le 30/08/2020) .

Terai, tandis que les autres (3%) vivent principalement à Katmandou et dans les montagnes de la région occidentale.

Le Népal dispose d'un Comité central du Hajj composé de représentants des partis politiques, des mosquées et de la société civile, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, pour coordonner et faciliter les services logistiques au profit des pèlerins. Selon le Centre pour l'éducation et le développement des ressources humaines, dépendant du Ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie, 907 écoles islamiques ont été dûment enregistrées auprès des bureaux de l'éducation de diverses régions.

<p style="text-align: center;">Nouvelle-Zélande Population totale 4,6 millions Nombre de musulmans (2019) : 59.000</p>

Les musulmans constituent environ 1,3% de la population totale, la majorité d'entre eux étant nés à l'étranger et une grande partie sont originaires d'Inde (29%) et du Moyen-Orient (21%) tels que les Arabes, les Iraniens et les Irakiens (Ministère du développement social, 2008), auxquels s'ajoutent ceux qui se sont convertis à l'islam parmi les Maoris et les Blancs locaux. Les musulmans sont le groupe de population qui connaît la croissance la plus rapide en Nouvelle-Zélande, avec une multiplication par six entre 1991 et 2006. Bien que les musulmans de Nouvelle-Zélande soient une petite communauté, leur nombre est en expansion rapide.

En mars 2019, un homme armé australien a attaqué deux mosquées à Christchurch, tuant 51 personnes et en blessant 49 autres, tous musulmans. Le Premier ministre Jacinda Arden a qualifié l'auteur de l'attaque armée de "terroriste" et a immédiatement condamné ces attaques et appelé à la tolérance religieuse et à la solidarité avec la communauté musulmane du pays.

À la suite de ces attentats terroristes, le gouvernement a pris une série de mesures, notamment la création d'une commission royale d'enquête sur les attentats et l'organisation d'événements publics pour honorer la mémoire des victimes. En octobre 2019, le gouvernement a annoncé l'allocation de 17 millions de dollars néo-zélandais (11,5 millions de dollars US) de financement supplémentaire pour lutter contre les contenus terroristes et extrémistes violents sur Internet, y compris les contenus liés à la religion. À la suite de ces attaques, les Néo-Zélandais de tout le pays ont condamné la violence et appelé à la solidarité avec la communauté musulmane. En août 2020, un tribunal néo-zélandais a condamné l'auteur de l'attaque terroriste à la prison à vie sans libération conditionnelle, le condamné étant le premier individu dans l'histoire du pays à écoper d'une telle peine.

Philippines
Population totale : 107,5 millions
Nombre de musulmans (2019):6,4 millions

L'islam est arrivé aux Philippines par l'intermédiaire des marchands au troisième siècle de l'hégire. Des sultanats islamiques indépendants ont commencé à apparaître à la même époque, en particulier à Manille et dans le sud, et ces sultanats ont résisté à l'invasion espagnole menée par Magellan et qui a pris un caractère ouvertement antimusulman. La majorité d'entre eux sont concentrés sur l'île de Mindanao dans la partie sud du pays, qui comprend un autre groupe d'îles appelé l'archipel de Sulu. Mindanao est la deuxième plus grande île des Philippines après Luzon. Un nombre croissant de musulmans se sont installés dans les centres urbains de Manille, Baguio, Dom guète, Cagayan de Oro, Iligan, Cotabato et Davao. Il y a aussi un petit pourcentage de musulmans dans les postes gouvernementaux, parlementaires et militaires : un musulman a été nommé au Cabinet et 13 musulmans à la Chambre des représentants qui comporte 301 sièges, alors qu'il n'y a pas de musulman au Sénat.

Récemment, plusieurs développements importants et constructifs ont eu lieu concernant le processus de paix dans le sud des Philippines après des décennies de conflit et d'affrontements armés. En janvier 2019, les citoyens des cinq provinces et des trois grandes villes de l'ouest de Mindanao ont ratifié la Loi fondamentale du Bangsamoro (BOL), conduisant à la création d'une région autonome, et à l'abolition de la région autonome musulmane de Mindanao (ARMM). Cette mesure a donné à la majorité de la population musulmane de la région de plus grands pouvoirs. Le 9 mars 2019, le président Rodrigo Duterte a présidé la cérémonie d'inauguration de la région autonome de Bangsamoro à Mindanao (BARMM), dirigée par le Premier ministre par intérim Haji Ibrahim Murad.

Singapour
Population totale : 6,1 millions
Nombre de musulmans (2019) : 854.000

Les musulmans représentent actuellement 14 pour cent de la population totale de Singapour, dont la majorité sont des Malais. Environ 17% des musulmans de Singapour sont originaires d'Asie du Sud, et le reste appartient à des groupes chinois, arabes et eurasiens.

La constitution stipule que toute personne a le droit de professer, de pratiquer ou de répandre sa croyance religieuse tant que ces activités ne violent aucune autre loi relative à l'ordre public, à la santé publique ou à la morale. La Constitution interdit également la discrimination fondée sur la religion dans l'administration et dans toute législation ou lors de la nomination ou de l'accès à toute fonction publique. La loi stipule que chaque groupe religieux a le droit de gérer ses propres affaires religieuses.

Selon la loi, le tribunal de la charia a une compétence non exclusive sur les questions de mariage, y compris la disposition des biens en cas de divorce, la garde des enfants mineurs et l'héritage. Le chef de l'État nomme le chef du tribunal de la charia. Bien que la politique gouvernementale interdise le port du foulard pour certains employés du secteur public, tels que les infirmières en uniforme et les militaires, de nombreux organismes gouvernementaux ont continué à autoriser les employés musulmans à porter le foulard. Parmi les organismes qui représentent les musulmans du pays : le Conseil religieux islamique (MUIS) et l'Association des femmes musulmanes de Singapour (PPIS).

Corée du Sud
Population totale : 51,6 millions
Nombre de musulmans (2019):135.000

Selon la Fédération musulmane de Corée, le nombre de musulmans est estimé à environ 135 000, dont près de 100 000 sont des travailleurs migrants et expatriés, principalement du Bangladesh, d'Indonésie et du Pakistan. Ils sont concentrés à Séoul et on trouve quelques mosquées à travers le pays.

La Constitution prévoit que tous les citoyens jouissent de la liberté de religion et interdit la discrimination fondée sur la religion dans la vie politique, économique, sociale et culturelle. Les libertés constitutionnelles ne peuvent être restreintes que lorsque cela est nécessaire pour des considérations liées à la sécurité nationale, à l'ordre public ou au bien-être public, et les restrictions ne doivent pas violer l'aspect «fondamental» de la liberté.

Certains rapports indiquent que le ministère coréen du Travail soutient concrètement les travailleurs musulmans en proposant des cours de coréen et en encourageant les employeurs à mieux tenir compte des heures de prière des travailleurs musulmans et de leurs besoins en termes de nutrition halal.²⁶

Sri-Lanka
Population totale : 22,7 millions
Nombre de musulmans (2019) : 2,2 millions

Les musulmans représentent 9,7 pour cent de la population totale du Sri Lanka. La plupart vivent dans l'est du pays, où ils représentent plus d'un tiers de la population de cette région. Le reste de la communauté musulmane est réparti entre les centres urbains du Sri Lanka, en particulier la capitale,

²⁶ Corée du Sud, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/south-korea/> (consulté le 31/08/2020)).

Colombo. Les musulmans sont pour la plupart divisés en agriculteurs vivant dans l'est du Sri Lanka et en marchands dispersés dans le reste du pays. Au cours de son histoire contemporaine, le pays a connu trente ans de guerre civile qui se sont soldés par une victoire militaire en 2009.

Bien que la constitution garantisse la liberté de religion et de conviction et que la loi reconnaisse quatre religions (bouddhisme, islam, hindouisme et christianisme), la constitution et d'autres lois accordent au bouddhisme la "première place" parmi les religions du pays et obligent le gouvernement à les protéger tout en respectant les droits des minorités religieuses. Selon la décision de la Cour suprême de 2003, l'État a l'obligation constitutionnelle de protéger uniquement le bouddhisme, alors les autres religions n'ont pas le même droit à la protection de l'État.

Selon des représentants de groupes religieux et d'ONG, les responsables gouvernementaux ont continué de pratiquer une discrimination systématique contre les confréries religieuses, y compris les musulmans, la réponse des responsables locaux et de la police à de nombreux incidents de violence à motivation religieuse étant soit absente, soit modeste ou biaisée en faveur de la majorité bouddhiste-cinghalaise.

À la suite des attentats d'avril 2019, des foules menées par des moines bouddhistes et encouragées par un certain nombre de politiciens nationalistes cingalais de petits partis associés au SLPP, qui dirige le gouvernement actuel, ont attaqué et vandalisé des mosquées et des biens musulmans, en particulier dans certaines régions du nord-ouest, tuant un musulman et causant des dégâts massifs aux propriétés des musulmans.

Des groupes nationalistes bouddhistes, tels que le Bodo Pala Sina (BBS), ont utilisé les médias sociaux pour promouvoir ce qu'ils ont décrit comme étant la suprématie de la majorité bouddhiste cinghalaise et pour inciter contre et cibler les autres groupes religieux et ethniques. Par exemple, un moine bouddhiste bien connu a appelé à la lapidation des musulmans à mort et a répandu des allégations sans fondement selon lesquelles des restaurants appartenant à des musulmans mettaient des «médicaments pouvant causer la stérilité» dans leur nourriture pour décourager les naissances de cingalais bouddhistes.

Sur le plan politique, après les élections législatives d'août 2020, il n'y a eu qu'un seul musulman à accéder au gouvernement actuel, qui occupe le poste de ministre de la Justice. Quant au parlement actuel, il comprend 20 parlementaires musulmans, dont la majorité appartient aux partis d'opposition.

Thaïlande
Population totale : 68,8 millions
Nombre de musulmans (2019) : 3,44 millions

Les musulmans constituent le deuxième plus grand groupe religieux de Thaïlande, avec 5% de la population du pays. L'islam est la religion prédominante dans trois des quatre provinces les plus méridionales (Narathiwat, Yala et Patani) près de la frontière Malaisienne, communément appelée le «sud profond». La majorité des musulmans de ces provinces sont malais, mais la population musulmane de tout le pays comprend également des descendants d'immigrants d'Asie du Sud, de Chine, du Cambodge et d'Indonésie, en plus de l'ethnie thaïlandaise.

Le Conseil central islamique de Thaïlande, par décret royal, conseille les ministères de l'Éducation et de l'Intérieur sur les questions islamiques. Le gouvernement finance les établissements d'enseignement islamiques, la construction de mosquées et la participation au Hajj. Il existe plusieurs centaines d'écoles primaires et secondaires islamiques à travers le pays. Le ministère thaïlandais de la Justice autorise l'adoption de la charia en tant que processus juridique privé en dehors du droit civil national pour les musulmans résidant dans les régions du sud en ce qui concerne le droit de la famille, y compris l'héritage.

Les autorités ont continué à utiliser les décrets d'urgence et la loi martiale en vigueur dans les régions du sud depuis 2005 et 2004, respectivement, qui accordent aux autorités militaires, policières et civiles des pouvoirs importants pour restreindre certains droits fondamentaux, notamment la prolongation de la détention provisoire et l'élargissement des perquisitions sans mandat. Les autorités ont délégué certains pouvoirs de sécurité intérieure aux forces armées, ce qui a souvent abouti à des accusations de traitement injuste par les musulmans.²⁷

Vietnam
Population totale : 97,9 millions
Nombre de musulmans (2019) : 80.000

Environ 95 000 musulmans vivent au Vietnam, ce qui représente 0,1 pour cent de la population du pays qui est de 96 millions. La plupart des musulmans sont de la dynastie Cham, et le deuxième plus grand groupe de musulmans au Vietnam est issu de mariages mixtes entre les Vietnamiens et des marchands musulmans ou de la conversion des Vietnamiens à l'islam après le mariage. Quant au troisième groupe, il est formé de Vietnamiens qui se sont convertis à l'islam en raison de leur

²⁷ Thailand, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/thailand/> (consulté le 31/08/2020).

admiration pour cette religion après des contacts avec des marchands musulmans, et la plupart d'entre eux sont concentrés dans le sud-ouest (delta du Mékong) du pays.

2. Efforts de l'Organisation pour prendre soin et soutenir les communautés musulmanes d'Asie et du Pacifique :

La question des musulmans rohingyas est l'une des questions les plus importantes auxquelles l'Organisation accorde une grande attention et une priorité particulière, étant donné l'ampleur de la souffrance, de la persécution et de l'injustice que connaît encore cette population.

L'OCI a été impliquée au niveau international dans les efforts visant à faire la lumière sur la situation des Rohingyas persécutés et à plaider pour la justice et la responsabilité. Les développements récents reflètent l'engagement inébranlable de l'OCI à travers ses efforts pour défendre les droits des musulmans rohingyas sur la scène internationale.

L'Organisation poursuit ses efforts à cet égard, et a émis de nombreuses résolutions au niveau du Sommet islamique et du Conseil des ministres des Affaires étrangères appelant les autorités du Myanmar à prendre des mesures immédiates et concrètes pour restaurer les droits fondamentaux des Rohingyas, y compris le droit à la pleine citoyenneté, et à prendre les dispositions nécessaires pour assurer le retour volontaire, sûr, digne et durable des Rohingyas dans leur patrie. L'Organisation a joué un rôle clé dans l'adoption de décisions en faveur des droits des Rohingyas au niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil des droits de l'homme. Elle a également soulevé cette question dans le cadre de consultations bilatérales avec un groupe de partenaires internationaux, tels que l'Union européenne, la Russie, la Chine, les États-Unis et d'autres.

Les réunions du Groupe de contact sur les Rohingyas, les efforts du Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique et les démarches de son Envoyé spécial ont contribué aux bons offices visant à défendre les droits des Rohingyas et à mettre fin à leurs souffrances, qu'ils soient déplacés à l'intérieur de leur propre pays ou réfugiés dans les pays voisins, en particulier au Bangladesh. L'Organisation a créé un nouveau mécanisme, à savoir le Comité ministériel pour la responsabilité des violations des droits de l'homme contre les musulmans rohingyas au Myanmar, qui a pris des mesures immédiates pour déposer une plainte auprès de la Cour internationale de Justice afin d'obliger les auteurs des crimes contre les Rohingyas à rendre compte de leurs actes.

En novembre 2019, la Gambie, au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a déposé une plainte auprès de la Cour internationale de justice à La Haye contre le Myanmar pour violation des conventions sur le génocide de 1948. Ces efforts ont abouti à l'adoption à l'unanimité par la Cour, le 23 janvier 2020, d'une ordonnance sur des mesures provisoires visant à prévenir de nouveaux actes de génocide contre les Rohingyas du Myanmar et recueillir toutes les preuves pertinentes.

En ce qui concerne la question des musulmans du sud des Philippines, ces dernières années ont été témoins de nombreux développements importants et constructifs pour parvenir à la paix et à la stabilité dans cette région. Le plus important de ces développements est peut-être l'approbation par le parlement philippin de la loi fondamentale de Bangsamoro proposée par le gouvernement du président Rodrigo Duterte, puis la création de la région autonome de Bangsamoro dans la région musulmane de Mindanao.

Il convient de rappeler que l'Organisation de la coopération islamique a joué un rôle historique et décisif dans la recherche d'une solution pacifique durable au conflit du sud des Philippines, en particulier la conclusion de l'Accord de Tripoli de 1976 et de l'Accord de Jakarta de 1996 ainsi que le lancement de l'initiative des pourparlers tripartites entre le Gouvernement de la République des Philippines, le Front national de libération Moro et l'Organisation de coordination en 2007, en plus de la création du Forum de coordination de Bangsamoro en 2007. L'Organisation a poursuivi ses efforts inlassables pour faire avancer le processus de paix dans le sud des Philippines, en dépêchant une équipe technique aux Philippines en janvier 2020, pour passer en revue les développements récents dans le sud des Philippines et pour réaffirmer le soutien et la contribution de l'OCI au processus de paix. La délégation a rencontré le Premier Ministre de la région autonome de Bangsamoro à Mindanao, des responsables philippins et des dirigeants du Front national Moro et du front islamique, ainsi que des membres du Bangsamoro et de l'Autorité de transition.

En ce qui concerne la situation des musulmans du sud de la Thaïlande, l'Organisation a continué de suivre de près les développements liés au processus de dialogue pacifique, parrainé par la Malaisie, et a renouvelé son appel aux groupes musulmans de Patani à travailler ensemble pour unifier leurs efforts afin de trouver une solution durable et pacifique, conformément aux résolutions pertinentes de la Conférence islamique au sommet et du Conseil des ministres des affaires étrangères, et conformément aussi aux accords conjoints pour les années 2007 et 2012 conclus entre l'OCI et la Thaïlande. L'Organisation poursuit ses bons offices et tient des réunions régulières avec des responsables thaïlandais ou des représentants de certains groupes musulmans, notamment à la lumière des contacts qui ont eu lieu début 2020, pour faire avancer le processus de dialogue pacifique entre le gouvernement et les groupes musulmans de Patani.

En ce qui concerne les musulmans ouïghours du Xinjiang, en Chine, l'Organisation a continué à suivre avec un grand intérêt leur situation sur la base du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de la République populaire de Chine et en coopération et coordination avec son gouvernement. La visite, effectuée par une délégation du Secrétariat général en Chine en janvier 2019, a contribué à recueillir une information de première main sur la situation des musulmans ouïghours et à établir un dialogue ouvert entre l'OCI et la Chine qui englobe toutes les questions d'intérêt commun et les perspectives de coopération entre le monde islamique et la Chine.

En décembre 2019, une délégation comprenant des représentants de certains États membres de l'Organisation et du Secrétariat général s'est rendue en Chine, à l'invitation du ministère chinois des Affaires étrangères. Cette visite a été l'occasion pour la délégation de connaître de près la situation

sur le terrain et de poursuivre le dialogue avec les autorités chinoises sur la situation des musulmans en Chine et les perspectives des relations bilatérales.

Concernant les musulmans du Sri Lanka, l'Organisation de la coopération islamique reste profondément préoccupée par leurs conditions à la suite des incidents de violence contre eux et leurs biens dans plusieurs villes sri-lankaises en 2018 et 2019. Le communiqué final de la quatorzième session du Sommet islamique de La Mecque a exprimé à cet égard la profonde préoccupation et la ferme condamnation des actes de violence contre les musulmans au Sri Lanka, exhorté le gouvernement de ce pays à tenir les auteurs de ces actes pour responsables, à les traduire en justice et à répondre fermement à la propagation du discours de haine.

Le Secrétariat général a également publié une déclaration, le 6 mai 2020, pour exprimer sa grave préoccupation face à l'escalade des discours de haine et de l'hostilité envers les musulmans au Sri Lanka et la prolifération des allégations malveillantes et inacceptables qui tiennent les musulmans pour responsables de la propagation de la nouvelle pandémie de Corona (Covid-19) dans ce pays et de l'incinération par le fait des autorités des corps des victimes musulmanes de cette épidémie. Le Secrétariat général a réaffirmé la position persistante de l'Organisation rejetant toutes les politiques et pratiques violant les droits des musulmans où que ce soit, et a appelé les autorités sri-lankaises à assurer la sûreté, la sécurité et les droits des musulmans, à respecter leurs pratiques et rituels religieux et à s'opposer fermement à toutes les parties qui se trouvent derrière la propagation de l'islamophobie.

En ce qui concerne la situation des musulmans en Inde, l'Organisation suit de près les divers développements sur le terrain qui touchent directement cette communauté musulmane, la plus grande de son genre en dehors des États membres de l'OCI, qui est confrontée à un certain nombre de défis complexes à tous les niveaux. Le rôle croissant des groupes extrémistes hindous ces dernières années, en particulier à travers leurs campagnes contre les musulmans, est une source de profonde préoccupation. Dans ce contexte, certains rapports dénoncent le nombre croissant d'attaques contre la communauté musulmane indienne par des groupes de "protection des vaches". Les mêmes rapports ont également évoqué la question préoccupante des éléments extrémistes hindous, à travers la campagne de «rapatriement» et les programmes éducatifs, visant à forcer les groupes musulmans en Inde à «embrasser l'hindouisme» dans le but d'abolir les pratiques et rituels associés à d'autres religions et de falsifier les faits historiques avérés.

En décembre 2019, le Secrétariat général a publié une déclaration exprimant sa préoccupation concernant les récents développements liés à la fois à la question des droits de citoyenneté et à la question de la mosquée Babri, tout en renouvelant son appel à assurer la sécurité des musulmans et à protéger les lieux saints islamiques en Inde. Il a réaffirmé l'importance cruciale du respect des principes et obligations énoncés dans la Charte des Nations Unies et les pactes internationaux pertinents garantissant les droits des minorités sans aucune discrimination.

À la suite des événements de New Delhi en février 2020, le Secrétariat général de l'OCI a exprimé sa condamnation des actes de violence contre les musulmans en Inde, qui ont entraîné le massacre d'innocents et l'incendie et la destruction de mosquées et de biens musulmans. À cet égard, les autorités indiennes ont été appelées à veiller ce que les instigateurs d'actes de violence contre les musulmans et tous les auteurs de ces actes soient traduits en justice, à garantir la sûreté et la sécurité de tous les citoyens musulmans et à protéger les lieux saints islamiques à travers le pays.

En ce qui concerne la situation des musulmans du Cambodge, les relations de l'Organisation de la coopération islamique avec le gouvernement du Cambodge se sont nettement renforcées en 2014, lorsqu'une délégation de l'Organisation s'est rendue dans ce pays pour assister à une conférence sur l'éducation. Au cours des années suivantes, l'OCI a été invitée à l'iftar annuel du Ramadan organisé par le Premier ministre cambodgien, ce qui a constitué une occasion importante pour rencontrer des membres de la communauté musulmane et s'informer de leur condition. Le Cambodge est un exemple de coexistence pacifique et de tolérance entre la majorité bouddhiste et la minorité musulmane.

Les communautés musulmanes d'Afrique

L'islam a pris racine pour la première fois le long de la côte orientale de l'Afrique depuis le VIII^e siècle à la suite du dialogue et du contact prolongé entre les habitants de la côte orientale et les marchands musulmans venus du Golfe et d'Oman, ceci alors que l'islam s'est répandu en Afrique de l'Ouest depuis le nord du continent.

L'islam a eu un impact sur la modernisation de ces contrées, car il a apporté une organisation homogène aux diverses sociétés locales, et a contribué à renforcer l'autorité des gouvernements et à briser le cercle vicieux des allégeances ethniques. La tolérance de l'islam envers les traditions de ces sociétés a contribué à rendre l'adoption de cette nouvelle religion plus facile que celle d'autres croyances.

Au cours des premiers siècles de l'émergence de l'islam en Afrique, l'évolution de cette religion a été témoin d'une mobilité et d'un dynamisme incomparables à travers les mouvements de réforme et l'élimination des luttes de clans entre les familles dirigeantes. L'accès au pouvoir dépendait alors de la sécurisation des routes commerciales vers les régions productrices d'or de l'Afrique subsaharienne. Les dirigeants musulmans ont pu étendre leur influence en direction du nord et du sud. Au dernier quart du XI^e siècle, l'Islam contrôlait entièrement la rive sud de la Méditerranée.

1. Les communautés musulmanes par pays :

Angola

Population totale : 30.774.205

Nombre de musulmans (2019) : 90.000

Le nombre de musulmans en Angola est estimé à 90 000 personnes, dont la majorité sont des immigrants d'Afrique de l'Ouest et du Moyen-Orient, tandis que quelques citoyens se sont convertis à l'islam. Il existe de nombreuses organisations islamiques qui gèrent des mosquées, des écoles et des centres islamiques. La Fondation pour le développement de l'islam en Angola est l'une des principales organisations islamiques du pays, tandis que le Conseil suprême des musulmans angolais à Luanda est le représentant de la communauté musulmane en Angola. Le gouvernement angolais ne reconnaît pas légalement de nombreuses organisations musulmanes, ce qui a conduit à des restrictions sur les mosquées et à la fermeture de nombre d'entre elles.

L'islam n'est pas une religion reconnue en Angola et les mosquées ne sont pas autorisées à fonctionner dans la plupart des régions du pays. En janvier 2019, le Parlement a approuvé une nouvelle loi limitant le droit à la liberté de religion. La loi sur la liberté de religion, de croyance et de culte stipule que les groupes religieux doivent avoir au moins 100 000 membres pour être officiellement reconnus, sachant que les musulmans sont environ 90 000. La communauté musulmane d'Angola a soumis les documents préliminaires demandant la reconnaissance officielle de ses mosquées à la suite de la promulgation de l'ordonnance d'octobre 2018 et de la nouvelle loi sur la liberté de religion.

Burundi

Population totale : 11.216.450

Nombre de musulmans (2019) : 180.000

Les musulmans constituent 52 pour cent de la population. Ces musulmans vivent principalement dans les zones urbaines. Le gouvernement reconnaît les groupes religieux en vertu de la loi de 2014 qui stipule que les organisations religieuses doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur. Le gouvernement a créé la Commission de redressement et de réconciliation pour les sectes religieuses en 2018 pour s'assurer que les groupes religieux respectent les lois applicables et arbitrer les conflits au sein et entre les différents groupes. Parmi les membres du corps constitué se trouve le Grand Mufti de la communauté musulmane.

Les musulmans du Burundi ont joué un rôle majeur dans la réconciliation entre Hutus et Tutsis pendant la guerre civile des années 1990, car les musulmans n'ont pas participé aux violences ethniques et ont adopté une position neutre, ce qui a renforcé leur rôle de médiateur fiable entre les Hutus et les Tutsis.

Officiellement, la République du Burundi est un pays laïc, mais de nombreux festivals musulmans, dont l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha, sont célébrés comme des fêtes nationales parallèlement aux célébrations chrétiennes. Bien que les musulmans représentent un petit pourcentage de la population, ils sont représentés à des postes élevés dans la sphère politique et la société au Burundi.

Centrafrique
Population totale : 4.737.423
Nombre de musulmans (2019) : 39.500

Le nombre de musulmans est inférieur à 40 000, et ils sont répartis principalement dans le nord et le nord-est du pays, près des frontières du Tchad et du Soudan. L'Islam est classé deuxième parmi les religions du pays. De nombreux groupes musulmans souffrent encore de déplacements forcés, et dans la partie occidentale les musulmans ne peuvent pas pratiquer librement leurs rituels. Dans la capitale, Bangui, la majorité des habitants des quartiers PK5 et PK3 sont musulmans, tandis que les autres quartiers de la capitale sont majoritairement chrétiens. La Commission internationale d'enquête de 2014 sur la République centrafricaine a signalé qu'une grande proportion de musulmans avait fui vers les pays voisins ; Leur retour au cours de l'année est resté un processus plutôt lent et chaotique.

En février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés du pays ont signé un accord de paix qui comprenait des engagements à protéger les lieux de culte contre les attaques violentes. En juillet 2019, le gouvernement a signé un accord tripartite avec le Cameroun et les Nations Unies pour faciliter le rapatriement librement consenti des 250000 citoyens, majoritairement musulmans, vivant comme réfugiés au Cameroun.

Les ONG ont noté que la religion reste un élément clé qui divise la population. Les anti-balaka à majorité chrétienne et la milice à majorité musulmane de la Séléka ont continué de contrôler le territoire dans les parties ouest et nord du pays, respectivement, et des affrontements sectaires se sont poursuivis entre eux et la population chrétienne et musulmane. De nombreuses communautés musulmanes sont restées déplacées dans l'ouest du pays, où, selon plusieurs rapports, elles ne sont pas autorisées à pratiquer librement leur religion, soit en raison du manque de protection du gouvernement, soit en raison de l'intimidation par les unités anti-balaka. De l'avis de nombreux chefs religieux du pays, la violence dans le pays causée par les groupes armés reposerait principalement sur la volonté de contrôler le territoire à des fins économiques.

République démocratique du Congo
Population totale : 84.004.989
Nombre de musulmans (2019) : 4.200.000

La République démocratique du Congo est le deuxième plus grand pays d'Afrique et le onzième au monde en termes de superficie, avec une population de 84 millions d'habitants, selon les estimations de 2018, ce qui la place à la dix-neuvième place dans le monde. Les musulmans représentent environ 5 pour cent de la population totale et la plus forte concentration de musulmans se trouve dans la province du Maniema, en particulier dans les villes de Kasungu et Kendo. En plus des musulmans autochtones, la population comprend également des immigrants récents du Liban, d'Inde, du Pakistan et d'autres régions du continent africain.

Les musulmans de la RDC sont représentés au niveau national par l'Association de la communauté musulmane de la République démocratique du Congo. La constitution permet aux écoles publiques de collaborer avec les autorités religieuses pour dispenser un enseignement religieux aux élèves conformément aux croyances religieuses de ces derniers si les parents le demandent.

Les dirigeants de la communauté musulmane affirment que le gouvernement ne leur a pas accordé certains des mêmes privilèges que les principaux autres groupes religieux, car ce gouvernement a continué à refuser aux musulmans la possibilité de fournir des imams en tant qu'aumôniers pour les musulmans dans l'armée, les forces de police et les hôpitaux.²⁸

Erythrée
Population totale : 5.187.948
Nombre de musulmans (2019) : 1.850.000

La plupart des musulmans d'Érythrée sont concentrés dans les régions côtières et orientales et dans les plaines occidentales près de la frontière avec le Soudan. Ils appartiennent principalement à des groupes afro-asiatiques, en particulier des groupes ethniques tels que les Tigrés, les Asalho, les Avars, les Rashaida, les Beja et les Beelen. Les musulmans représentent environ 50 pour cent de la population totale, selon les estimations du gouvernement érythréen, et 36 pour cent selon les estimations de 2010 de la Fondation Pew.

Alors que la grande majorité des hauts fonctionnaires, militaires et civils, sont chrétiens, trois ministres, le maire d'Asmara et au moins un haut commandant militaire qui sont musulmans.

²⁸ République démocratique du Congo, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/democratic-republic-of-the-congo/> (consulté le 09/01/2020).

Éthiopie

Population totale : 107.534.882

Nombre de musulmans (2019) : 35.063.000

L'islam est arrivé pour la première fois en Éthiopie en l'an 614 avec la première migration vers l'Abyssinie. Les estimations les plus récentes indiquent que les musulmans d'Éthiopie représentent 33,9 pour cent de la population totale du pays. Addis-Abeba abrite environ 450 000 musulmans. Alors que les musulmans peuvent être trouvés dans presque toutes les communautés locales, ils sont principalement concentrés dans les régions Somali (98,4%), Afar (95,3%) et Ourmia (47,5%).

La Constitution prévoit la séparation de la religion et de l'État, reconnaît la liberté de choix et de pratique religieuse, interdit la discrimination religieuse et stipule que le gouvernement n'interfère dans la pratique d'aucune religion et que la religion n'interfère pas dans les affaires de l'État. Elle permet des restrictions à la liberté religieuse comme stipulé par la loi afin de protéger la sécurité publique, l'éducation et la moralité, ainsi que pour garantir l'indépendance du gouvernement par rapport à la religion.

Dans le domaine politique, un certain nombre de musulmans occupent des positions importantes dans le gouvernement actuel, comme c'est le cas pour le vice-premier ministre et 5 ministres du gouvernement.

En décembre 2019, des assaillants ont incendié quatre mosquées dans la ville de Mota, dans la région d'Amhara, incident qui a provoqué une condamnation claire par le Premier ministre Abiye Ahmed et suscité des manifestations de plusieurs milliers de musulmans à travers le pays.

Ghana

Population totale : 28.000.000

Nombre de musulmans (2019) : 4.920.000

L'islam est l'une des religions les plus pratiquées au Ghana, pays où il est arrivé au Xe siècle. Au XVe siècle, l'Islam a pénétré dans les terres du nord du Ghana moderne. Les marchands et les universitaires des tribus Mandil et Wanjara ont joué un rôle clé dans la diffusion de l'islam dans ces régions. L'islam est arrivé au Ghana par l'intermédiaire des prédicateurs venus des pays africains voisins.

Selon les estimations de la Ghana Statistics Authority 2012, les musulmans représentent 17,6% de la population du pays. La majorité des musulmans résident dans les régions du nord du pays et dans la capitale, à Akraumasi, Kumasi-Kundi-Takoradi. Grand Imam ou Grand Mufti est considéré comme un titre en vertu de la réalité du terrain et correspond à la plus haute autorité religieuse

islamique au Ghana. Le Grand imam n'est pas nécessairement un chef de la secte islamique, mais il représente la communauté musulmane ghanéenne dans les affaires nationales et dans le renforcement des liens avec le reste des religions du pays.

La constitution du pays interdit la discrimination religieuse, stipule que les individus sont libres de pratiquer leur religion et ne définit pas la religion de l'État. Ces dispositions s'appliquent aux musulmans de ce pays, qui jouissent de la liberté constitutionnelle et légale de pratiquer leurs rites religieux.

Dans le domaine de l'éducation, le Ministère de l'éducation nationale entend inclure l'éducation religieuse et éthique obligatoire dans les programmes d'enseignement public au niveau national, y compris les vues de l'islam et du christianisme. Le ministère dispose également d'une unité d'éducation islamique chargée de coordonner toutes les activités d'éducation publique pour les sociétés musulmanes.

Dans le domaine politique, un certain nombre de musulmans occupent des postes dans le gouvernement actuel en tant que ministres ou vice-ministres, et un nombre important ont été élus au parlement, en particulier dans les régions du nord à majorité musulmane. La position politique la plus élevée occupée à l'heure actuelle par un musulman est celle du vice-président du pays.

Malgré cela, la question du port du voile reste l'un des problèmes majeurs qui préoccupent la communauté musulmane du Ghana depuis ces dernières années. La communauté n'a cessé d'appeler le gouvernement à intervenir pour dénoncer et réprimer les tentatives de certaines institutions et individus d'empêcher le port du voile.

Kenya

Population totale : 50.950.879

Nombre de musulmans (2019) : 2.868.000

Selon le World Factbook, leur pourcentage est de 11,1 pour cent et de 7 pour cent selon le Pew Research Center. La plupart de la population musulmane vit dans le nord-est et les régions côtières, où religion et appartenance ethnique sont étroitement liées (par exemple, les groupes ethniques Somali et Marikina). Il y a environ 217 000 réfugiés dans les camps de réfugiés de D'adab, la plupart étant des musulmans somaliens.

La constitution stipule qu'il n'y a pas de religion d'État et interdit la discrimination religieuse. Elle garantit également la liberté de religion et de conviction au niveau individuel ou au sein de la société, y compris la liberté de manifester n'importe quelle religion par le culte, la pratique, l'éducation ou la célébration. La constitution prévoit également spécifiquement que les tribunaux nommés «qadi» se prononcent dans certains types d'affaires civiles sur la base de la loi islamique,

y compris les questions relatives au statut personnel, au mariage, au divorce ou à l'héritage dans les cas où «toutes les parties adhèrent à la religion islamique».

Toutes les écoles publiques proposent des cours de religion dispensés par des enseignants rémunérés par le gouvernement. Le programme national impose des classes religieuses. Certaines écoles publiques offrent des options d'enseignement religieux, généralement chrétiennes ou islamiques. Bien que les musulmans soient inclus dans la plupart des gouvernements kenyans, il existe une perception selon laquelle les intérêts musulmans seraient inadéquatement représentés sur le plan politique.

Des groupes de défense des droits de l'homme et d'éminents dirigeants musulmans rapportent que les activités antiterroristes du gouvernement ont affecté de manière disproportionnée les musulmans, en particulier ceux appartenant à l'ethnie somalienne et en particulier dans les zones situées le long de la frontière avec la Somalie. Selon ces groupes, les actions du gouvernement auraient inclus des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des interrogatoires forcés, des arrestations arbitraires, des détentions sans procès et le déni de la liberté de réunion et de culte.²⁹

Madagascar

Population totale : 26.262.810

Nombre de musulmans (2019) : 215.000

Les musulmans représentent 7% de la population. Ils se concentrent dans les zones côtières du nord-ouest. Les citoyens d'origine indienne et pakistanaise et les immigrants des Comores constituent la majorité des musulmans, bien qu'il y ait un nombre croissant de convertis à l'islam parmi les malgaches autochtones.

Le gouvernement a continué de mettre en œuvre la loi sur la nationalité promulguée en 2017. Les musulmans nés dans le pays ont continué de protester contre le fait qu'ils seraient touchés de manière disproportionnée par la loi sur la nationalité. Bien que résidant dans le pays depuis plusieurs générations, certains membres de leur communauté n'ont pas pu acquérir la citoyenneté malgache. Les enfants d'origine indienne, pakistanaise et comorienne ont souvent du mal à accéder à la nationalité, ce qui fait qu'un nombre important de musulmans deviennent apatrides. D'autre part, le gouvernement a émis un décret en février 2019, par lequel il a déclaré l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha comme fêtes nationales. Les années précédentes, seuls les musulmans bénéficiaient d'un congé payé pendant ces vacances.

²⁹ Kenya, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/kenya/> (consulté le 09/01/2020).

Maurice
Population totale : 1,4 million
Nombre de musulmans (2019) : 238.000

Les origines des musulmans de Maurice remontent à l'Inde, d'où un grand nombre d'entre eux sont arrivés en 1834 pendant le colonialisme britannique. Maurice a obtenu son indépendance en 1968. La constitution ne prévoit pas de religion d'État officielle et aucune religion spécifique ne prévaut sur une autre. Les musulmans sont au nombre de 238.000, soit environ 17% de la population totale du pays. Les habitants de la capitale, Port Louis, sont majoritairement musulmans et catholiques, tandis que le reste des insulaires sont majoritairement hindous.

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la croyance et garantit le droit des individus de changer de religion, de manifester et de propager leurs croyances religieuses. Le gouvernement reconnaît six groupes religieux, dont les musulmans. Le Conseil des religions, une organisation locale composée de représentants de 18 groupes religieux, organise régulièrement des cérémonies religieuses pour promouvoir la compréhension mutuelle et la coopération entre les différentes religions. Il y a toutefois des rapports selon lesquels les hindous accapareraient les emplois et les positions dans le secteur public, empêchant les chrétiens et les musulmans d'accéder à des postes plus élevés. Les mêmes rapports critiquent également la faible représentation des non-hindous au gouvernement.

Namibie
Population totale : 2.587.804
Nombre de musulmans (2019) : 5000 à 8000

Il n'existe pas de chiffres précis ou d'études sur l'islam en Namibie, mais les autorités locales estiment le nombre de musulmans en Namibie entre 5 000 et 8 000, appartenant à différents groupes ethniques, y compris les Ovambos, Damara et Nama. Les musulmans sont pour la plupart des immigrants venant d'autres régions d'Afrique ou d'Asie du Sud ou des convertis locaux.

La Constitution stipule que la Namibie est un État laïc, interdit la discrimination religieuse et garantit la liberté de pensée, de conscience et de croyance, ainsi que le droit de jouir, de pratiquer, de reconnaître, de préserver et de promouvoir toute religion. La constitution autorise les groupes religieux à créer des écoles privées à condition qu'aucun élève ne se voit refuser l'admission en raison de sa foi. Le gouvernement engage périodiquement les chefs religieux dans des discussions sur des questions touchant le pays et dans des événements nationaux.

Rwanda
Population totale : 12.501.156
Nombre de musulmans (2019) : 250.000

Les musulmans représentent 2% de la population totale ; bien qu'il n'y ait généralement pas de concentrations de groupes religieux dans certaines zones géographiques, un grand nombre de musulmans vivent dans le quartier de Nyamirambo dans la capitale, Kigali.

La constitution interdit la discrimination religieuse et garantit la liberté de conscience, de religion et de culte ainsi que son expression publique, même dans les situations d'état d'urgence déclaré. Le nombre de musulmans rwandais a augmenté après le génocide de 1994 grâce au grand nombre de musulmans qui se sont convertis à l'islam après avoir vu de nombreux musulmans accorder l'asile à des réfugiés hutus et tutsis.

Afrique du Sud
Population totale : 57.398.421
Nombre de musulmans (2015) : 860.000

Selon les estimations de 2015, les musulmans constituent environ 1,9% de la population totale.³⁰ La communauté musulmane est composée d'individus d'origine indonésienne, indienne ou pakistanaise et de près de 70 000 autochtones et réfugiés somaliens.

La constitution garantit la liberté de religion ou de conviction, y compris le droit de former, d'adhérer et de maintenir des associations religieuses. Elle interdit la discrimination religieuse, limite la liberté d'expression qui ne s'étend pas à la promotion de la haine fondée sur la religion. La Constitution prévoit également la promotion et le respect des langues utilisées à des fins religieuses, y compris, mais sans s'y limiter, l'arabe, l'hébreu et le sanskrit.

Les musulmans de ce pays vivent en harmonie et coexistent avec les adeptes des autres confessions. Cette cohésion religieuse est plus marquée dans les milieux résidentiels indiens, où les musulmans vivent, travaillent et vont à l'école avec leurs pairs sud-africains parmi les hindous, les sikhs, les bouddhistes et les chrétiens. Cependant, en 2019, il y a eu un certain nombre d'incidents antimusulmans, notamment le vandalisme de plusieurs mosquées et la profanation de sépultures musulmanes au cimetière du Cap. Il y'a eu également des tentatives visant à empêcher les musulmans de procéder aux sacrifices rituels le jour de l'Aïd al-Adha.³¹

³⁰ Afrique du Sud, The World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sf.html> (consulté le 09/02/2020).

³¹ Afrique du Sud, 2019 United States International Report on Religious Freedom, US Department of State <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/south-africa/> (consulté le 09/09/2020).

Tanzanie
Population totale : 57 millions
Nombre de musulmans (2019) : 20 millions

Les musulmans représentent 35 pour cent de la population totale de la Tanzanie. Ces musulmans se concentrent dans les zones côtières, avec une assez grande majorité dans les zones urbaines, en particulier la capitale, Dar es Salaam et l'île de Zanzibar (Zanzibar a une population de 1,3 million d'habitants, et 99% de sa population est musulmane). Zanzibar, tout en étant également soumis à la constitution de la fédération, a son propre président, une assemblée législative et ses propres tribunaux.

Les groupes musulmans qui s'enregistrent dans les principales réserves naturelles du pays doivent soumettre une lettre d'approbation du Conseil national islamique de Tanzanie (BAKWATA). Les groupes musulmans qui s'enregistrent à Zanzibar doivent soumettre une lettre d'approbation du Mufti, le coordinateur officiel du gouvernement auprès de la communauté musulmane. Depuis l'indépendance, le pays est gouverné par des présidents chrétien et musulman par voie de rotation.

Zambie
Population totale : 17.609.178
Nombre de musulmans (2019) : 140.000

Les musulmans représentent moins de 1 pour cent de la population totale de la Zambie. Environ 140 000 musulmans vivent en Zambie, et se concentrent principalement à Lusaka, dans les provinces orientales et à Copperbelt. La plupart d'entre eux, y compris des immigrants d'Asie du Sud, de Somalie et du Moyen-Orient, ont acquis la nationalité zambienne. Les migrations depuis la Somalie ont considérablement augmenté ces dernières années. La communauté somalienne est estimée à 20 000 personnes, la majorité vivant à Ndola et Lusaka, et il existe une minorité musulmane de la population autochtone.

Zimbabwe
Population totale : 16.913.261
Nombre de musulmans (2019) : 50.000 à 120.000

Les musulmans représentent moins de 1 pour cent de la population du Zimbabwe. Les estimations de leur nombre varient de 50 000 à 120 000. La communauté musulmane se compose principalement d'immigrants sud-asiatiques originaires d'Inde et du Pakistan, en plus d'un petit nombre d'indigènes et d'un très petit nombre d'immigrants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. La plupart de la population musulmane vit dans les zones rurales et dans certaines banlieues densément peuplées, tandis que de plus petits nombres vivent dans d'autres quartiers de la banlieue.

Les communautés musulmanes aux Amériques

Le nombre de musulmans dans les Amériques, qui est composé de 35 pays et territoires, varie d'une source à l'autre. Dans le cas des États-Unis, certaines sources parlent de 2,5 millions de musulmans, tandis que d'autres sources font état de 6 millions. Il n'y a pas de statistiques gouvernementales sur le nombre de musulmans en Amérique, ni de chiffres officiels sur la taille de tout autre groupe religieux aux États-Unis. Le bureau des statistiques du gouvernement ne collecte pas d'informations sur l'identité religieuse. Néanmoins, le Pew Forum rapporte que le nombre de musulmans aux États-Unis serait de 3,45 millions.

Quant au Canada, il compte presque le double du pourcentage de musulmans aux États-Unis. Les musulmans représentent 2% des Canadiens, avec 700 000 musulmans, alors que leur pourcentage aux États-Unis est de (1,1%).³²

En Amérique du Sud, le Suriname est le pays avec le pourcentage le plus élevé de musulmans avec 16%, suivi de la Guyane (7%) et de Trinité-et-Tobago (6%), sachant que le Suriname et le Guyana sont tous deux membres de l'Organisation de la coopération islamique. Quant à l'Argentine, elle compte environ 800 000 musulmans, soit la plus grande concentration de musulmans en Amérique du Sud.

³² The Global Religious Landscape 'Pew Research Center Religions & Public Life Project, 18 décembre 2012 <http://www.pewforum.org/2012/12/18/global-religious-landscape-exec> (Consulté le 02/09/2020).

1. Les communautés musulmanes par pays :

Argentine

Population totale : 45 millions
Nombre de musulmans (2019) : 800.000

Bien qu'il n'y ait pas de statistiques précises sur les religions, vu les statistiques nationales n'incluent pas de données religieuses, la proportion de musulmans en Argentine est estimée à environ 1 pour cent de la population totale. Le Centre islamique d'Argentine estime le nombre de musulmans entre 800.000 et 1.000.000 personnes, dont la majorité est d'origine arabe. Le plus grand nombre d'entre eux sont concentrés dans la capitale, Buenos Aires et ses environs.

De nombreux groupes religieux chrétiens, juifs et islamiques gèrent des écoles privées qui reçoivent une aide financière conditionnelle à leur pré-enregistrement auprès du gouvernement. Le Centre culturel islamique King Fahd est la plus grande mosquée d'Argentine, et a été inauguré en 1996. L'Organisation islamique d'Amérique latine (IOLA), basée en Argentine, est l'organisation la plus active d'Amérique latine.

Brésil

Population totale : 210.867.954
Nombre de musulmans (2019) : 191.000

Le nombre de musulmans au Brésil est d'environ 191000, dont la plupart sont d'origine arabe. La majorité de la population musulmane actuelle est composée d'Arabes syriens, de Libanais, de Palestiniens et de leurs descendants, en plus d'un petit nombre d'immigrants africains en plus des Brésiliens qui se sont convertis à l'islam. La plus grande concentration de musulmans au Brésil se trouve à São Paulo, Rio de Janeiro, Curitiba et Foz do Iguazu, ainsi que dans les petites villes des États de Paraná, et Rio Grande do Sul.

Canada

Population totale : 36.953.765
Nombre de musulmans (2019) : 657.700

Le nombre de musulmans au Canada est d'environ 660000 personnes. Le recensement national des ménages du Canada mené en 2011 a révélé que la plus grande concentration de musulmans se trouve en Ontario et au Québec, notant que d'autres grands centres à Calgary, Edmonton, Windsor, Winnipeg et Halifax comptent des populations musulmanes importantes.

La constitution garantit la liberté de conscience, de religion, de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression. Tous les individus sont égaux devant la loi et ont droit à une protection égale et à bénéficier de la loi sans aucune discrimination fondée sur la religion. En juin 2019, le gouvernement du Québec a adopté et mis en œuvre une loi interdisant à certains employés du gouvernement de porter des symboles religieux dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Malgré l'escalade de certains incidents d'islamophobie ces dernières années, le Canada est considéré comme un modèle pour la coexistence et la tolérance entre différentes ethnies et religions et d'intégration positive des différents groupes, y compris la communauté musulmane.

Colombie

Population totale : 49.464.683
Nombre de musulmans (2019) : 14.000

Le nombre de musulmans vivant en Colombie est de 14000 (0,03%), selon un rapport du Pew Research Center. Il existe un certain nombre de communautés musulmanes en Colombie, les plus importantes d'entre elles par leur taille, vivent à Bogotá, Macao et Buenaventura.

Mexique

Population totale : 130.759.074
Nombre de musulmans : 110.000

Les musulmans représentent moins de 1% de la population mexicaine qui compte 130 millions d'habitants, avec des nombres disproportionnés qui se concentrent à San Cristobal de Las Cabas et aux alentours, une ville du Chiapas où les identités maya et espagnole sont étroitement mêlées.

Panama

Population totale : 4,3 millions

Nombre de musulmans (2019): 14.000

Les musulmans représentent moins de 1% de la population du Panama. Les musulmans sont principalement concentrés à Panama City, Colón et Penumum, avec des concentrations plus faibles à David et Santiago dans la partie ouest du pays. La communauté musulmane comprend des personnes d'origine pakistanaise et arabe, en particulier des Libanais.

Trinidad et Tobago
Population totale : 1.372.598
Nombre de musulmans (2019) : 78.000

Les musulmans représentent 5% de la population du pays. La communauté musulmane est concentrée dans et autour de Port of Spain, le long du couloir est-ouest vers le nord de Trinidad, et dans certaines zones du centre et du sud de Trinidad.

Etats Unis d'Amérique
Population totale : 326.766.748
Nombre de musulmans : entre 2,75 et 6 millions

L'histoire de l'islam aux États-Unis remonte aux premières années de la fondation de la nation. L'islam et les musulmans américains ont été étroitement mêlés à l'histoire des États-Unis au cours des deux derniers siècles. L'histoire exacte de cette relation n'est pas connue. Bien que cela soit en partie dû au fait que la population musulmane n'était souvent qu'un petit groupe, l'islam figure dans l'histoire de l'esclavage et de la libération américains.

Le recensement américain n'inclut pas de données religieuses, il n'y a donc pas de statistiques officielles sur le nombre de musulmans. Cependant, en 2011, une enquête du Pew Research Center a rapporté que 3,45 millions de musulmans vivent aux États-Unis. Mais ils sont en réalité bien plus nombreux que ce nombre ne le laisse penser, selon le Council on American-Islamic Relations, un groupe de lobbying basé à Washington, qui l'a estimé entre 6 et 7 millions de musulmans³³. Les musulmans ne sont pas répartis uniformément dans tout le pays. Certains États abritent de grandes communautés musulmanes, comme le New Jersey et Washington DC.

Indépendamment de leur nombre réel, les musulmans américains sont au centre des questions les plus controversées : la politique étrangère américaine, la sécurité nationale, le terrorisme,

³³ Une brève histoire de l'islam en Amérique
<https://www.vox.com/2015/12/22/10645956/islam-in-america>
(Consulté le 02/09/2020).

l'intégration, la liberté religieuse et l'identité américaine. Les musulmans américains viennent d'horizons divers et le sondage Gallup de 2009 les décrit comme le groupe religieux le plus diversifié ethniquement parlant.